10e année. — N° 183. — 25 Septembre 1934. Prix : 2 francs.

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

Les "verboten" de M. Berthod

par A.-V. JACQUET

AVANT LE CONSEIL NATIONAL DE LA C.G.T.

LES PROLÉTAIRES VEULENT L'UNITÉ

par F. CHARBIT

LE PAYSAN RUSSE

par M. YVON

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'Eau — PARIS (Xe)

Conditions d'abonnement

FRANCE, ALGERIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an.... 40 fr.

EXTERIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an.... 50 fr.

Permanence :
Tous les soirs de 18 à 19 heures
54, rue du Château-d'Eau

Adresser la correspondance relative à la rédaction générale à *LOUZON, avenue Fragonard, Cannes (A.-M.)*

Celle relative à la Renaissance du Syndicalisme à *CHARBIT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (Xe)*

Celle relative à l'administration à *BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (Xe)*

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris).

Ni Korespondas per Esperanto

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SOMMAIRE :

Les Faits de la Quinzaine
Une dernière pierre sur un tombeau. — Un succès incontestable pour Barthou et pour Jouhaux.— « Un tour de valse, voulez-vous ? ». 800 millions pour faire de bonnes élections ! ..... R. L.

Paul Martin ..... H. Fulcrand

L'inexistence du fascisme britannique ..... J. Péra

A l'aide ! les Parisiens, contre le fascisme colonial .. P. Busseuil

Toute la Tunisie soulevée contre le gendre des Wagons-Lits ..... Z.

Les « verboten » de M. Berthod ..... A.V. Jacquet

La chanson de la chemise

Les prolétaires veulent l'unité ! ..... F. Charbit

Parmi nos lettres :
Le front unique tunisien. — Une lettre de Moscou. — L'alliance franco-russe est complète. — Des critiques.

Le paysan russe..... M. Yvon

A travers les livres :
Le Fusillé..... V. Durero

La renaissance du syndicalisme :
Au Congrès de la Fédération confédérée de l'Eclairage et des Forces Motrices ..... C. Delsol
La question du « Peuple »
Pas d'unité seulement corporative ! ..... M. Marcelot
Syndicat National et Fédération de l'Enseignement .... A.V. J.

Faits et Documents :
L'arrestation de Lazarevitch. — Le programme d'Upton Sinclair, candidat démocrate. — Pour posséder l'esprit de combat.

Entre Nous.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

Une dernière pierre sur un tombeau

La bureaucratie stalinienne vient de sceller la dernière pierre sur le tombeau de ce qui fut la Révolution russe. En adhérant à la Société des Nations, elle s'est officiellement incorporée à l'impérialisme.

Nous ne nous livrerons pas au jeu facile de reproduire toutes les invectives adressées jusqu'à hier aux institutions de Genève par les représentants les plus autorisés de l'état soviétique et de l'Internationale Communiste. Entre l'époque où ils les proféraient et aujourd'hui, une seule différence : chaque jour qui a passé a montré davantage le bien fondé de ces attaques ; chaque nouvel acte de la S.D.N. a été une nouvelle preuve de son caractère d'instrument de l'impérialisme. Si, au début, certains purent croire, de bonne foi, le contraire, il n'en est plus de même aujourd'hui. Sa précédente session s'est déroulée au milieu d'un mépris à peu près universel.

Fournir aux forts des « justifications » pour écraser les faibles, telle a été l'unique fonction de la S.D.N. depuis quinze ans. La création des vainqueurs de 1918 est un monument d'hypocrisie bourgeoise, l'hypocrisie qui fait chercher à s'abriter derrière la « conscience universelle » — parce qu'on pense que cela vous sera un élément de force — dès qu'on prépare un mauvais coup.

Depuis dix ans, nous n'avons cessé de montrer, à la lumière de chacun de ses actes, le véritable caractère de la S.D.N. ; à cet égard, les gens de Moscou, tant qu'il leur resta, au moins à l'état de souvenir, un brin de conscience révolutionnaire, furent du même avis que nous ; ce n'est pas parce qu'ils ont changé de langage, ce n'est pas parce qu'ils entrent à Genève sous les auspices de Barthou et de Mussolini, que notre opinion changera ; bien au contraire ! Depuis près de dix ans que, sous l'euphémisme du « socialisme dans un seul pays », le nationalisme russe s'est substitué à l'internationalisme ouvrier dans la politique soviétique, celle-ci a été, dans les faits, une politique purement impérialiste, subordonnant tout — y compris et surtout l'action des partis communistes dans les différents pays — aux intérêts de l'état russe ; en s'incorporant dans l'organe officiel de la collaboration des impérialismes, Staline ne fait qu'une démarche fort logique, le dernier pas des renégats.

Un succès incontestable pour Barthou et pour Jouhaux

Si l'entrée de l'U.R.S.S. à la S.D.N. est une nouvelle et amère preuve de la défaite de la Révolution, elle est en revanche, tout naturellement, un succès éclatant pour l'impérialisme français — en particulier pour son agent le plus actif, ce Barthou dont la politique rappelle trait pour trait celle de son ex-coéquipier Poincaré durant les années qui précédèrent la guerre, alors que celui-ci était ministre des Affaires Etrangères. Comme Poincaré pendant les années 1910, Barthou poursuit aujourd'hui, avec une activité fébrile, l'isolement et l'encerclement de l'Allemagne.

Il s'agit d'une part, de se faire le plus d'alliés possibles, et les plus puissants, d'autre part de s'assurer la sympathie des neutres. L'entrée de l'U.R.S.S. à la S.D.N. permettra à la France de resserrer de plus en plus ses liens d'alliance avec la Russie sans effaroucher les neutres, car, puisque la Russie est maintenant membre de leur Société, ils ne peuvent plus la considérer comme une « réprouvée ».

C'est un succès non moins important pour Jouhaux et toute la fraction la plus réformiste du mouvement ouvrier. C'est, en effet, au moment où les yeux commençaient à s'ouvrir, alors que l'opposition grandissait en nombre et en force au sein de la C.G.T., au moment où elle venait d'obliger Jouhaux à refuser, au moins momentanément, la délégation gouvernementale à la S.D.N. et que le jour apparaissait proche où la C.G.T. reprendrait complètement et définitivement son indépendance à l'égard de tous les organes du capitalisme et de l'impérialisme, que l'Internationale communiste donne à la S.D.N. son brevet d'institution destinée à « garantir la paix » !

Quel atout merveilleux pour Jouhaux !

Celui-ci ne pouvait faire autrement que s'en servir. C'est ce qu'en bon tacticien il s'est empressé de faire. A tous les Congrès auxquels il assista ces temps derniers, il ne manqua pas de se réjouir de la décision de l'U.R.S.S. et de lui faire voter des félicitations !

Dans tous les domaines, l'U.R.S.S. a vraiment bien mérité du capitalisme français.

" Un tour de valse, voulez-vous ? "

Cependant, tout n'est pas que succès pour notre impérialisme.

La politique italienne a toujours été connue pour ses « tours de valse ». A l'égard de deux pays antagonistes, l'Italie flirtait tantôt avec l'un, tantôt avec l'autre, de façon à obtenir successivement des avantages de l'un et de l'autre. Barthou a essayé de copier la méthode, mais en la perfectionnant. En présence de deux antagonistes, il fait simultanément la cour à l'un et à l'autre, espérant que le seul prestige de « la France » les réunira dans un amour commun pour elle. Jusqu'ici ça n'a vraiment pas réussi : deux essais, deux échecs !

La bourgeoisie française était l'alliée de la Pologne ; Barthou rêva de l'allier en outre à l'U.R.S.S. Pologne et U.R.S.S. réunies, quelle puissante menace ce serait sur le derrière de l'Allemagne ! Evidemment, Pilsudski n'est pas très bien avec l'U.R.S.S. car il espère toujours régner un jour à Kiev. Mais qu'est-ce que cela ? L'alliance de « la France » vaut bien l'Ukraine !

Erreur profonde. Au fur et à mesure que la France se rapprochait de l'U.R.S.S., la Pologne se détachait de la France.

Au sud, même aventure qu'à l'est. Yougoslavie et Italie sont de vieilles ennemies. Depuis quinze ans elles vivent presque sur le pied de guerre, dans un état de tension continu, plus grand même que celui existant entre France et Allemagne, ce qui n'est pas peu dire ! Mais, pour Barthou, qu'importe ! La France, alliée de la Yougoslavie, peut tout de même chercher à s'allier avec l'Italie ; la Yougoslavie est trop dévouée à sa « grande amie » pour ne pas abandonner ses ressentiments contre sa voisine, si la France l'exige !

Là encore, erreur complète. Au fur et à mesure que Barthou se rapprochait de l'Italie, ...au fur et à mesure la Yougoslavie se rapprochait de l'Allemagne ! Et le voyage d'Alexandre à Paris n'y changera rien, pas plus que n'a rien changé à la politique de la Pologne, celui de Barthou à Varsovie.

Les vassaux de la France viennent ainsi de montrer clairement que si leur suzerain fait seulement mine de les lâcher dans la défense de leurs ambitions particulières, ils n'hésiteront pas à changer de suzerain.

800 millions pour faire de bonnes élections !

800 *millions, telle est la somme que Sarraut estime nécessaire pour faire de « bonnes élections » cantonales. Ce type du politicien taré, l'homme qui a fait mettre, par un policier, des stupéfiants dans le sac à main d'une femme qu'il jugeait indésirable, entend rééditer, à l'échelle nationale, le coup qui a réussi, de justesse, dans l'élection de Mantes.*

On se rappelle comment le radical Sarraut eut, à Mantes, la peau du radical Bergery : en faisant acheter au prix fort, la veille de l'élection, tout le blé encore possédé par les électeurs de la circonscription. Sarraut veut maintenant étendre ce système à la France entière. A la veille des élections cantonales — nous ont appris les communiqués officieux — M. Sarraut a rendu visite à M. Doumergue pour lui faire part de la nécessité de faire acheter par l'Etat, au prix légal — c'est-à-dire à un prix quintuple de sa valeur — tout le blé de la récolte 1933 encore aux mains des agriculteurs. Il n'en coûterait que 800 millions.

Au moment où j'écris je ne sais encore quelle sera la décision du Conseil des ministres ; s'il se décidera à distribuer aux paysans pour les faire « bien voter », ce formidable pot-de-vin de 800 millions.

Mais quel statisticien voudra bien établir combien nous coûte, depuis un an seulement, l'insigne honneur de payer notre pain cher ? Car ce sont des sommes qu'il est assez malaisé de récapituler, nos « habiles » gouvernants ayant eu soin, pour masquer le scandale, d'établir les subsides sous une infinitié de formes et payés par une infinité de « caisses », mais dont, dans tous les cas, l'Etat fait les frais.

R. L.

PAUL MARTIN

La classe ouvrière de l'Hérault tout entière vient de perdre en Paul Martin un de ses meilleurs défenseurs et la Révolution Prolétarienne, *un ardent propagandiste. Il était le prototype du syndicaliste convaincu, désintéressé, de conviction sincère et inébranlable.*

Malgré son âge déjà avancé — il avait 65 ans — il n'en continuait pas moins sa tâche ; alerte, laborieux, infatigable et ce après sa journée de travail à l'atelier. A l'âge où d'autres camarades se retirent et croient avoir droit au repos, Martin, lui, continuait inlassablement sa lutte pour l'émancipation ouvrière.

De formation socialiste, Martin était venu tard au syndicalisme. Son activité syndicale se fit jour en 1925 où, sur l'insistance du camarade Nicolas, secrétaire de l'Union départementale confédérée, il prit la tête de l'Union locale confédérée de notre ville.

A ce moment, il se lança tête baissée dans la bataille syndicale, mettant les bouchées doubles, ne se laissant arrêter par rien, faisant un effort sincère pour réaliser l'unité, ne voulant reconnaître aucun ennemi, ni à droite ni à gauche. Méprisant toute dissidence d'où qu'elle vienne, il était resté fidèle au parti socialiste S.F.I.O. auquel il appartenait depuis toujours.

Fondateur et animateur du Cercle d'Etudes sociales, il avait su grouper autour de lui de fidèles auditeurs venus de tous les points de l'horizon politique et syndical ; administrateur de la Bourse du travail, de l'Union départementale, de la Société d'Enseignement populaire de l'Hérault, fondée en 1899, à laquelle il collaborait depuis plusieurs années assidument, du Cartel de la Paix, du Groupe de la Libre pensée, secrétaire du Comité antifasciste, etc... Martin se trouvait partout où l'émancipation de la classe ouvrière était en jeu.

Mais sa plus grande activité était pour la défense des « vieux », laissés pour compte de la loi sur les assurances sociales et qu'une société marâtre abandonne.

Martin fut le fondateur et le secrétaire général bénévole de la Fédération du Sud et du Sud-Ouest des vieux travailleurs exclus des Assurances sociales ; grâce à son zèle inlassable, à un labeur infatigable, multipliant les réunions, il donna une telle impulsion à la Fédération que son rayonnement s'étendit dans les départements qui débordent, et de loin, la région de Montpellier. Il prenait le train le samedi soir, passant la nuit en chemin de fer, donnant plusieurs réunions le dimanche, puis repassait la nuit dans le train, et reprenait son travail le lundi matin, évitant par là des frais à la Fédération.

La mort de notre camarade a revêtu un caractère doublement symbolique. C'est le 31 juillet dernier, jour anniversaire de la mort de Jean Jaurès, alors qu'il venait de prendre la parole devant le monument où il avait fait un vibrant appel en faveur de l'Unité, que, descendant de la tribune, il fut frappé d'une attaque de paralysie qui devait le conduire au tombeau. Il mourut le 4 septembre, également jour d'anniversaire, anniversaire de la proclamation d'une République qui, hélas ! n'est pas celle des travailleurs.

La classe ouvrière de notre département a fait à Paul Martin d'émouvantes funérailles qui ont revêtu le caractère d'une manifestation d'unité syndicale. De tous les points de la région méridionale, étaient accourus une foule de militants de toutes tendances qui, les larmes aux yeux, accompagnèrent Martin à sa dernière demeure ; sur sa tombe, le camarade Nicolas, secrétaire de l'Union départementale confédérée, exprima les sentiments et l'émotion de tous en faisant le serment que chaque année, au 31 juillet, la mémoire de Martin serait honorée par tous les syndicalistes.

H. FULCRAND.

LETTRE D'ANGLETERRE

L'inexistence du fascisme britannique

La grande manifestation fasciste d'hier, au cœur de Londres, annoncée depuis des semaines, a été un lamentable fiasco. Ce fut une démonstration de l'inexistence du fascisme anglais. Non seulement de son inexistence, mais de son ridicule. Quelques gamins en chemise noire au centre d'une mer d'antifascistes, c'est sûrement l'impression qu'ont dû avoir les flics aviateurs qui de cinq cents mètres en l'atmosphère survolaient la manifestation. Quant à moi, les dits gamins je ne les ai même pas vus, tant était grande la foule ironique ou hostile qui les entourait de toutes parts. Je n'ai vu que ceux qui étaient grimpés sur le toit de leurs autos : des gamins, je vous dis, et un seul personnage, indéniablement pubère, à qui ses grosses lunettes, sa face rosée et sa tenue toute noire donnaient l'air d'une caricature anticléricale.

C'était si peu sérieux qu'on ne distinguait pour ainsi dire pas de colère dans la foule, mais des rires et des sourires contempteurs et amusés sur tous les visages. Des lazzi ou, repris en chœur : « get down ! get down ! », ce qui signifie à peu près « enlevez-le ! » et qui se chante sur un air de carillon — ou de grands morceaux de l'Internationale. Quant aux communistes, ils criaient « front rouge » et mettaient le bras en équerre comme pour faire des poids, cependant que les simples types, beaucoup plus nombreux, se contentaient de brandir le bras sur les fascistes en faisant les cornes, ce qui au moins veut dire quelque chose.

On m'a dit aujourd'hui : « Non, vous avez tort de croire que toute l'assistance était antifasciste. Elle contenait aussi des profascistes, venus pour écouter les orateurs ». Possible ! Mais en tout cas, les dits profascistes ne l'ont pas ouvert. Ils ont gardé leur profascisme bien au fond d'eux-mêmes, ce qui est une drôle de manière de « manifester ». Quant aux discours des gamins, dans le brouhaha, ni eux, ni personne, n'a pu en entendre une syllabe. Tandis que peu avant, aux meetings tenus par les communistes à quelques centaines de mètres de là, aucune voix discordante n'avait empêché d'entendre les cellulards et les bêtises qu'ils disaient... Pauvres types ; si la journée a démontré une chose, l'inexistence du fascisme anglais, elle en a aussi confirmé une autre : l'inexistence égale du communisme anglais. Comme ils savent organiser les apparences, de loin on pouvait s'y tromper à voir le grand nombre et la taille imposante des bannières. Mais de près on constatait qu'il y avait une bannière pour dix hommes. Ça faisait plutôt ridicule.

*
* *

En somme, très peu de communistes, pas de fascistes de façon visible, six milliers de policemen, des dizaines de milliers de spectateurs aux sentiments antifascistes indéniables. Les trublions se sont agités. Les promeneurs se sont promenés. Mais la classe ouvrière ne s'est pas dérangée, Labour Party et Trade-Unions ayant conseillé l'abstention. A-t-elle eu raison ? A-t-elle eu tort de ne pas se déranger ?

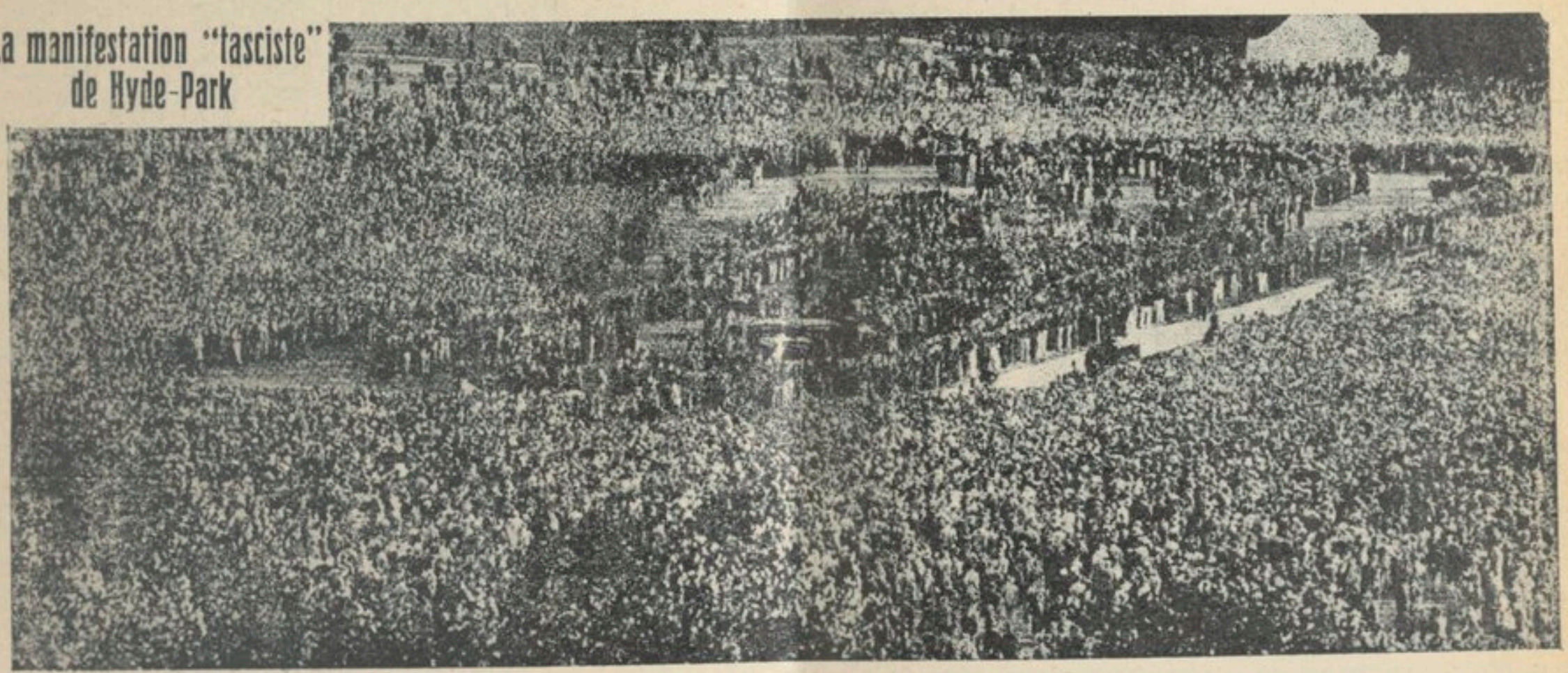
Elle a certainement eu raison de ne pas s'affoler, de prouver qu'elle n'avait pas surestimé son méprisable ennemi. Mais si elle s'était dérangée ! Si, à l'appel de leurs Trade-Unions, les ouvriers de cette agglomération de sept millions d'hommes, syndicats par syndicats, s'étaient groupés sur l'immense esplanade, les choses auraient eu autrement de caractère ! Si la classe ouvrière avait été là, mais dans l'immense parc, il ne serait pas resté cent mètres carrés pour les petits fascistes. Au lieu d'une foule antifasciste, on aurait vu une classe organisée. Ce qui a un autre pouvoir d'attraction sur les esprits. Car nous, les vieux, évidemment nous savons qu'il existe une classe ouvrière organisée, mais ceux qui ont vingt ans de moins que nous, ils n'en savent rien. Et si on ne la leur montre pas, ils ne sauront jamais qu'elle existe et de bonne foi croiront que le dilemme est : communisme ou fascisme.

Exactement comme le 12 février, place de la Nation. Evidemment, les sentiments antifascistes du peuple de Paris s'y sont montrés indéniables. Mais ce peuple était une cohue. Et une cohue appelle un dictateur, appelle l'abaissement. Combien la journée aurait été plus digne et plus instructive pour les jeunes si, au lieu de la cohue, on avait vu les travailleurs organisés dans leurs syndicats et leurs fédérations.

J. PÉRA.

10 septembre 34.

La manifestation "fasciste" de Hyde-Park



Au centre, les fascistes protégés par une haie de policiers à pied et une haie de policiers à cheval. Tout autour, la foule antifasciste, évaluée par les quotidiens du lendemain à 100.000 personnes.

VOUS POUVEZ
Faire UN Abonné
QU'ATTENDEZ-VOUS ?

A l'aide ! les Parisiens, contre le fascisme colonial

Les questions coloniales ne semblent vraiment pas passionner les travailleurs parisiens.

Un millier de personnes seulement sont venues le mardi 18 au Palais de la Mutualité pour entendre une délégation de Tunisiens, venue exprès de Tunisie pour crier « au secours ».

Un millier de personnes seulement, dont les quatre cinquièmes au moins, étaient des indigènes nord-africains!

Et il paraît, d'après le Populaire *et* l'Humanité, *que «trente-six organisations ont participé à la manifestation! »*

Pourtant ce meeting intéressait au plus haut point les travailleurs parisiens. Un peuple de 2 millions d'habitants qui souffre comme en ce moment souffre la Tunisie, a droit à leur solidarité. Je sais bien que la plaie du chômage s'étend et qu'elle éteint bien des énergies, mais c'est tout de même scandaleux de voir que l'exposé de la misère effroyable du paysan tunisien fait à peine se déranger le centième des travailleurs qui se rendent aux fêtes de Garches organisées par le parti communiste, ou à celle de Châtenay-Malabry organisée par le parti socialiste.

Il est vrai que Garches et Châtenay-Malabry avaient d'autres ténors que ceux du Palais de la Mutualité. Or, l'éducation révolutionnaire faite par les partis est telle qu'on ne se dérange plus que pour entendre les grands ténors. A telle enseigne que les organisateurs ne craignent pas d'ajouter au bas d'un appel ou d'une affiche : la présence de Marcel Cachin ou de Léon Blum est assurée. Ce sont des vedettes et elles font recette. Seulement, les vedettes ne se sont pas dérangées pour les ouvriers tunisiens. Cependant, quand le paysan tunisien en est réduit à manger de l'herbe pour essayer de ne pas mourir de faim, quand de jeunes tunisiens viennent nous dire : « le sacrifice de 60.000 des nôtres dans la dernière guerre, a augmenté notre servitude ; nous voulons vivre en hommes libres, ou mourir pour notre pays, mourir chez nous et pour nous », *c'est que la détresse de ce pays est immense.*

Ces jeunes exagèrent ? Mais si vous vous étiez dérangé, vous auriez entendu également Duran-Angliviel, de la Fédération socialiste de Tunisie, ancien bâtonnier du barreau de Tunis, que ceux qui le connaissent savent qu'on ne peut taxer d'extrémiste, vous crier :

« Au secours de la Tunisie !
« Nous avons les menottes aux mains.
« Nous ne pouvons plus ni parler, ni écrire.
« Nous ne pouvons plus nous défendre.
« Venez à notre secours au nom de l'amitié!»

Et il a ajouté : « Méfiez-vous du fascisme colonial ! » *Oui, camarades parisiens, qui vous dérangez nombreux pour aller à Garches et à Châtenay-Malabry, méfiez-vous du fascisme colonial !*

Le fascisme français se fait la main aux colonies.

S'il réussissait à mâter les coloniaux, votre tour viendrait vite. Car il n'hésiterait pas à tenter le grand coup s'il était sûr de n'avoir à vaincre que les difficultés métropolitaines. Mais, comme il sait que les coloniaux profiteraient des troubles qui se produiraient en France pour secouer leur joug, il préfère s'attaquer d'abord à eux.

Non seulement, nous avons un devoir de solidarité à remplir vis à vis des travailleurs tunisiens — je pourrais même dire de reconnaissance, car dans une certaine mesure leur exploitation nous permet de toucher un secours de chômage qu'ils n'ont pas — mais notre intérêt immédiat *nous commande impérieusement de nous dresser contre la dictature fasciste en Tunisie*

Il faut que le C.C.N. confédéré fasse entendre sa protestation indignée, et organise la résistance !

Pierre BUSSEUIL.

LETTRE DE TUNISIE

Toute la Tunisie soulevée contre le gendre des Wagons-Lits

A peine avions-nous signalé la désastreuse situation économique de la Tunisie (1) que le Président-cyclone Peyrouton, le gendre du Malvy des Wagons-Lits, y ajouta la terreur politique.

Arrachés à leur travail, à leurs familles et à leur activité sociale, *dont il faut souligner le caractère purement légal*, militants nationalistes, syndicalistes et communistes ont été embarqués — en une même charretée — pour la résidence forcée dans les villages du désert sud-Tunisien, livrés aux autorités militaires.

Contre ce coup de force, la réaction de toutes les classes travailleuses fut à la fois imposante, spontanée et d'un calme impressionnant : toutes les boutiques des souks fermées — manifestations sur manifestations groupant des dizaines de milliers de travailleurs et d'intellectuels — à Tunis et dans les villes de l'intérieur — toutes se déroulant dans un ordre parfait — la foule stationnant des heures durant devant le Palais du Souverain à la Marsa, attendant des apaisements du Bey et les obtenant enfin.

Mais Peyrouton, qui veut avoir ses morts, répond par la provocation et l'assassinat : 4 tués à Moknine où les gendarmes et la troupe tirent sur les fellahs désarmés; toutes les villes en état de siège et, à l'heure actuelle, patrouilles et mitrailleuses à Tunis.

Terreur préventive

Ces mesures paraissent celles d'un fou. Car, — il faut y insister — si la situation économique de la Tunisie est catastrophique, si le fellah meurt de faim, si les prolétaires des villes vivent comme des gueux, on n'a assisté à aucune révolte sérieuse, à aucune menace vraiment directe, du peuple tunisien que l'administration a su, jusqu'à présent, tenir inorganisé et divisé. Bien plus, ce sont, au contraire, les favorisés du régime, les colons et les commerçants français qui profèrent des injures à l'égard de leur résident général, menacent de s'opposer par la force au payement des impôts et parlent même de prendre d'assaut la Résidence !

Or, contre eux, aucune sanction !

Cependant, la répression actuelle, qui vient après toute une série d'interdictions de syndicats et de renvois à la métropole de syndicalistes, fait partie d'un plan mûrement réfléchi du Gouvernement : l'hiver s'annonce terrible, 80 % des agriculteurs seront en proie à la famine, les dettes, les impôts énormes ne pourront être acquittés, la dépossession massive des fellahs est déjà annoncée par les chambres d'Agriculture et de Commerce elles-mêmes; eh bien, ce que l'on veut c'est prévenir la révolte paysanne par une saignée immédiate; c'est la *terreur préventive*, celle que Piétri s'était, autrefois, targué d'avoir fait opérer en Indo-Chine.

C'est en vertu de cette terreur préventive que des avocats, des docteurs, chefs intellectuels du nationalisme tunisien, des ouvriers, des jeunes gens de 19 et 22 ans, militants syndicaux, doivent subir le « *confino* » en plein Sahara, et que des cadavres sont déjà étendus dans la rue.

La terreur n'a jamais eu raison de ceux qui ont faim. Le cyclone passera et n'aura que contribué à préparer le coup de balai final à l'impérialisme.

Z.

Tunis, 6 septembre 34.

(1) Voir *R.P.* du 10 août.

UN GRAND CONFLIT

Les "verboten" de M. Berthod

Le « proudhonien » Berthod, quand il entra dans le ministère de trêve, ne se doutait certainement pas qu'il aurait avec le personnel enseignant le plus grand conflit qui ait jamais mis aux prises les instituteurs avec leur ministre. Porté au pouvoir par l'émeute réactionnaire du 6 février, M. Berthod figura l'extrémité « gauche » du balancier dont se servit M. Doumergue pour sa politique d'équilibre entre les 2 pouvoirs: fasciste et prolétarien. La réaction se plaignant de ce choix trop « laïque », M. Berthod s'imagina qu'il allait couler d'heureux jours, rue de Grenelle. Notre ministre, qui ne nous connaît pas du tout, se persuada aisément qu'à son exemple, par peur d'un mal pire, le corps enseignant irait de capitulation en capitulation, pour ne pas gêner son ministre.

En vérité, dans leurs propos ou leurs écrits, les élus radicaux dégagent un comique irrésistible. Herriot, Daladier, Berthod, représentent des fractions de la bourgeoisie complètement désemparées et désormais sans influence sociale. Ces médiocres sont à l'image de leurs électeurs vacillants. A la moindre difficulté, ils s'effondrent devant le mur d'argent. Ils pleurnichent, lèvent les yeux au ciel, se disent incompris et haïssent ceux qui ne prennent pas exemple sur leur psychologie capitularde.

C'est dans une voie toute contraire que les instituteurs sont engagés — pour toujours. Depuis la naissance des Amicales jusqu'à ces tout derniers temps, trop d'entre eux ont été les dupes du démocratisme formel. Ils ont cru à la collaboration, à l'école unique, à la volonté progressive du capitalisme. Sur la base de leurs expériences décevantes, ils sont revenus de leurs erreurs. La fréquentation des ouvriers conscients leur a révélé une méthode d'investigation particulièrement féconde, la méthode matérialiste, la méthode des yeux grands ouverts qui discerne tous les camouflages et qui — dit admirablement Trotsky — « institue une méthode en vous obligeant à partir des faits écrasants de la structure sociale. »

Aussi est-ce un grand, *un très grand conflit* que celui qui a son origine dans le Congrès de Nice. D'anneau en anneau, il va conduire à des antagonismes sociaux de plus en plus irréductibles. Ce qui était le trésor de notre seule Fédération unitaire de l'enseignement, va devenir le bien commun de notre S. N.

Légalité

En prévision des luttes à venir, on ne saurait trop rappeler l'admirable exemple donné par la Fédération. *Les premiers syndiqués, en effet, apparurent armés de pied en cap.* Ils partirent du point où aboutissent nos amis et frères du S.N.

Le proudhonien Berthod déclare, dans sa lettre à Gautherot, que « le respect de la légalité et la défense de la patrie ne sont pas des opinions que des éducateurs aient le droit, en aucun cas et sous aucun prétexte de discuter ».

En vérité! Libre à M. Berthod de balancer la liberté et de l'envoyer aux orties où tant de moines jetèrent leur froc et leur religion. *Mais la vérité historique à maintenir très haut c'est que c'est en insurgés que nous sommes entrés dans la voie du syndicalisme.* C'est de propos délibéré, justement parce que le droit syndical nous était contesté, que nous l'avons pris. Quant au patriotisme, si la lumière a été plus lente à venir, depuis 15 ans, *l'Ecole Emancipée* est devenue un organe du défaitisme intégral.

Reprenons la belle expression de Trotsky. « Le fait écrasant de la structure sociale » qui a dominé toute notre jeunesse est l'ascension du prolétariat, sa formation en classe indépendante destinée à recueillir l'héritage bourgeois. L'affaire Dreyfus aurait été bien terne, bien médiocre, si le prolétariat n'était intervenu dans la lutte contre la bourgeoisie cléricale et patriotarde.

Un puissant travail idéologique, touchant à la philosophie, à la morale et au droit, suivit la poussée prolétarienne. Sorel écrit son admirable opuscule — toujours actuel — sur l'avenir socialiste des syndicats. Les institutions ouvrières se développant en marge de la légalité en vigueur, les juristes d'esprit libre (Charmont, Maxime Leroy, Jean Cruet), font la critique de la Loi, et établissent son impuissance à dire le Droit. Benedetto Croce, aussi grand écrivain que grand pnilosophe et courageux citoyen, nous apprend que le droit doit être considéré comme relevant de l'économie pure. C'est donc délibérément que nous nous révoltons contre les gouvernants d'alors. Nous passons outre à leurs ordres et à leurs menaces, d'une façon systématique, car nous savons que ce sont là des actes juridiques par excellence. Nous voyons qu'une loi ouvrière ne vit pas toute seule. C'est la pression prolétarienne qui en a obtenu le vote et qui en assure l'exécution.

Patriotisme

Que pèsent des discours et des circulaires sur la patrie, en face des faits écrasants de la structure sociale ? *La patrie meurt dans la mesure où les classes s'affrontent dans une lutte d'une âpreté croissante. Quand l'abîme qui sépare capitalistes et prolétaires va se creusant de jour en jour, que peut bien encore représenter la nation ?* Imaginez vous la bourgeoisie écrasée par le prolétariat : aussitôt elle émigrera, constituera son armée de Condé et fera appel au capitalisme étranger.

Les *verboten* de M. Berthod sont d'une naïveté ou d'une niaiserie désarmantes. Ce sont les événements sociaux, c'est la croissance de la lutte des classes qui ont engendré l'antipatriotisme poussé jusqu'au défaitisme, ce sont eux qui ont brisé les cadres nationaux devenus une entrave au dévelop-

pement progressif de l'humanité. La patrie est morte par le seul fait que l'on participe à la lutte des classes.

On ne ressuscite pas les morts. Les circulaires d'un Guizot ou d'un Ferry n'ont rien donné dans le passé, parce qu'elles étaient débordées par le flux social. Il en sera de même des limites dans lesquelles l'ex-proudhonien veut enfermer notre pensée et nos actes.

Cependant l'histoire n'est point un retour éternel. Il y a en elle une part de répétition imitative et une part de novation. A côté de nos mérites, nous devons signaler nos faiblesses.

Notre erreur, il y a un quart de siècle, fut de faire à la bourgeoisie plus de crédit qu'elle n'en méritait. Avec une générosité qui confinait à la bêtise, nous pensions que le capitalisme partirait « en beauté », qu'il y aurait dans sa chute une certaine grandeur et que la bourgeoisie « aurait quelque chose à léguer en dignité morale à son héritier présomptif ». Nous nous imaginions que, se voyant condamnée à disparaître, elle ne s'efforcerait pas de « revivifier des formes mourantes ». Notre idée était qu'elle laisserait la voie libre et qu'elle appellerait à la vie « les institutions qui ne demandent qu'à naître et qui, seules, seraient efficaces. » Hélas ! la pourriture est le laboratoire de la vie. Le « nœud de vipères » s'accroche à l'existence. Nous ne ferons pas l'économie d'une révolution. Il faudra pousser au charnier le capitalisme en putréfaction.

L'objet du conflit

Vis à vis du gouvernement, nous avons (tour à tour) soit à nous servir de la légalité bourgeoise pour élargir nos droits, soit à recourir à la légalité prolétarienne pour en conquérir de nouveaux.

Certains de nos camarades vont être traduits devant le Conseil départemental. Disons-nous immédiatement que c'est un tribunal d'exception qu'il convient d'abattre. Mais ce but ne peut nous suffire.

Nos camarades du S.N. ont agi révolutionnairement en refusant de soumettre leur activité civique à l'appréciation de leur ministre. C'est parfait. Un second acte révolutionnaire doit consister à faire le personnel, tout le personnel, juge du conflit. Pouvoir réactionnaire contre instituteur-citoyen. Le différend doit être arbitré par le corps enseignant.

Gautherot est, en France, un revenant, une ganache vendéenne, un émigré de l'intérieur, un songe du passé. Pour lui faire sa cour, M.Berthod s'est déclaré d'accord avec lui et il a affirmé qu'il avait bien en main le personnel enseignant. Il est indispensable que le ministre soit désavoué par un scrutin d'ensemble de notre corps. Aussi la démission des conseillers départementaux doit-elle se produire sans trop tarder, avec, pour motif, le point central du débat.

Quand nos délégués ont été élus, il allait de soi que nous ne les mandations pas pour juger celles et ceux des nôtres qui interviendraient librement dans les débats de nos Congrès. Nous pensions être en République. Notre idée générale, en accord avec la philosophie la plus récente, était à peu près la suivante : « *Toutes les valeurs humaines évoluent dans leur fond aussi bien que dans leur expression* ». (1). On peut en discuter largement. Notre idée générale était encore que rien de ce qui est humain ne doit rester étranger à un éducateur consciencieux. Où est le consentement unanime, où sont les questions controversées ? Pour savoir quand ils doivent parler ou se taire, les instituteurs ne peuvent s'en remettre à des programmes périmés ou à des circulaires moisies et partiales. Ils doivent se faire courageusement des opinions personnelles et les défendre virilement. C'était ce que pensait M. Berthod au temps de sa jeunesse proudhonienne. De quel droit vient-il nous reprocher de suivre son exemple ?

M. Pacotte estime, en philosophe excellent, que « le problème principal concernant l'avenir de la culture n'est pas celui de sa conservation, mais bien plutôt celui de sa transformation. » Très bien et d'autant plus que la transformation sera radicale. Mais alors pourquoi le *verboten* Berthodien et le respect des tabous gouvernementaux ?

On a eu tort, dit encore M. Pacotte, de « penser la vie sociale comme la simple somme des affaires privées ou nationales ». C'est donc par delà les patries et la propriété privée qu'il faut concevoir la société de demain. Parfait. Mais alors de quel droit vient-on limiter notre liberté de recherche et d'expression ?

Quand tout change autour de nous, quand nos élèves (en grande majorité) sont des fils de socialistes ou de communistes, de quel droit M. Berthod veut-il que nous enseignions des principes niés par les parents de nos écoliers ? De quel droit un gouvernement né de l'émeute réactionnaire veut-il nous imposer l'enseignement de sa doctrine conservatrice ? Où sont les termes du contrat nous liant à un pouvoir d'aujourd'hui qui ne sera peut-être plus celui de demain ?

Il faut que le personnel se prononce clairement, catégoriquement sur ces points extrêmement graves. Il faut qu'il dise s'il accepte qu'il y ait des doctrines officielles soustraites au verdict de la raison et de l'esprit critique. Il faut qu'il dise s'il accepte d'être un éternel mineur au service des maîtres de l'heure. Chargé de former des hommes et des citoyens, il faut qu'il dise s'il accepte d'être un castrat de la pensée, de la parole et de l'écrit.

Nos conseillers départementaux n'ont de comptes à rendre qu'à leur syndicat. C'est tout le corps enseignant qui doit être appelé à se prononcer sur le problème de nos libertés civiques.

Nous saluons avec joie l'élan révolutionnaire de nos camarades du S.N. Il favorise l'Unité. Mais ne faut-il pas aller plus loin dans ce sens ? Doit-on se contenter de notre loyal appui ? N'est-il pas nécessaire que nous soyons directement associés au grand combat émancipateur ? Je pense que des unitaires particulièrement représentatifs — comme notre cher Dommanget — doivent être envoyés au Conseil départemental pour tenir tête au pouvoir et le démasquer. Souvenons-nous, ici, de l'indomptable Dimitrof, mettant en accusation l'hitlérisme tout entier. Avant de disparaître, le Conseil départemental doit devenir une tribune de propagande pour nos idées.

---

(1) *Julien Pacotte.* — La connaissance. Mathématique, technique, humanisme, métaphysique.

Se défendre... en attaquant

Avec calme, il faut en premier lieu que les accusés, avant leur comparution, exigent des garanties qui, présentement, n'existent pas. La consultation personnelle et confidentielle du dossier n'est à aucun degré pour l'accusé, un moyen de défense. Quelle que soit la peine demandée, le comparant doit demander l'assistance d'un avocat. Il doit pouvoir prendre copie des pièces qui lui paraissent utiles.Grâce à son énergie, notre camarade Caillet, dans l'Isère, a eu un avocat.

En cas de refus d'avocat, pas de duperie : il ne faut pas faire le jeu du camouflage administratif. L'accusé doit dominer sa curiosité et ne pas consulter son dossier. On est très fort ensuite pour dire que l'on est condamné par ordre et sans l'ombre d'une garantie. Se faire tuer *dans les formes* est une sottise.

Le rapporteur n'est pas tenu d'entendre l'accusé ; mais, assez souvent, — toujours le camouflage, — pour se donner le beau rôle, pour jouer à l'enquêteur impartial, le rapporteur convoque le comparant. Ici, attention ! Comme le dit si bien Trotsky, la rançon du libéralisme c'est l'esprit policier. Des camarades insuffisamment avertis se laissent prendre aux façons doucereuses du rapporteur. Ils font des concessions, ils se lancent dans des explications dangereuses. C'est en ennemi de classe que le rapporteur doit être abordé. Il faut avec fermeté passer à l'attaque. Pas un mot sur le Congrès de Nice. En revanche, la revendication répétée du droit commun en matière d'action civique.

Devant le Conseil départemental, une attaque à fond contre ce tribunal d'exception. Procès serré du préfet fonctionnaire gouvernemental incompétent en matière d'enseignement public. Procès des représentants de l'administration, car ils ne jouissent d'aucune indépendance statutaire. Procès du gouvernement réactionnaire et des puissances d'argent. Ne pas craindre d'y aller fort, car si l'on ose vous ôter la parole, le scandale augmente. Dans le Rhône, notre camarade Moulin a vitriolé tout à son aise l'inspecteur Matte et l'a déconsidéré devant tout le personnel.

C'est en accusateur, non en accusé que le comparant doit s'expliquer. Pas un instant il ne doit plaider les circonstances atténuantes.Tout en étant très simple, il faut qu'il domine de haut ses adversaires « par l'énergie concentrée, sûre d'elle-même, imperturbable », émanant de toute sa personne.

Il y a aussi à prévoir la question des témoins. A Lyon, dans l'affaire Moulin, on a entendu des témoins à charge et à décharge. On sait de quel poids, dans les procès d'opinion, sont les témoins à décharge. Les témoins à décharge seront ici des militants ouvriers et les membres du bureau syndical confédéré et unitaire. Ils sauront très bien, dans l'ensemble, se solidariser avec l'accusé, prendre ses opinions à leur compte et faire le procès du gouvernement. Je ne parle que pour mémoire des manifestations collectives qui précèderont et qui suivront. Toucher le plus de monde possible, tel est l'objectif à atteindre. La défaite morale du gouvernement va si naturellement de soi après de tels efforts que je n'insiste pas sur ce sujet.

La liberté triomphera

Les répressions qui s'exercent contre une classe qui a pour elle l'avenir, suffisent tout juste à retarder quelque peu l'explosion révolutionnaire. Elles créent simplement un peu plus de haine à l'égard du gouvernement exécré.

La réaction est insatiable, mais bête. Je lis aujourd'hui une seconde lettre du député Gautherot. Ce fossile donne des ordres à l'ex-proudhonien et lui indique la marche à suivre. Le pauvre chouan croit qu'il sera facile à un gouvernement à « poigne » de passer de l'école rouge, qu'il dit, à l'école nationale.

Ce sont là, une fois de plus, les illusions énormes propres aux tenants des régimes vermoulus. La Restauration s'imaginait qu'elle reconstruirait une France d'avant 1789. Que de messes ! que de processions ! que de croix à tous les carrefours ! Mais, en revanche, jamais Tartufe ne fut joué aussi souvent. La liberté se rit des entraves gouvernementales et policières. L'écrit de l'opposant « s'affine et s'élève pour échapper aux embûches de la législation et s'approche de la perfection littéraire. Voyez en ce genre la première *Lanterne* de Rochefort. Sous la législation extrêmement sévère de l'Empire, elle atteint un degré de perfection que n'ont plus les écrits du même auteur, publiées sous des régimes libéraux ». (Wilfredo Pareto).

Malgré tous les *verboten* de M. Poincaré, il a fallu évacuer la Ruhr, et l'Allemagne a réussi à briser une partie des liens qui la ligotaient. Les instituteurs savent qu'une classe qui va dans le sens de l'histoire, ne se laisse pas supprimer par des cadavres. En dépit de tous les *verboten*, quand et comme il leur plaira, sous les formes de leur choix, les institutrices et les instituteurs agiront en plein accord avec la classe ouvrière révolutionnaire.

Avec ce mot d'ordre simple et clair : « *Tout le pouvoir aux syndicats* », le personnel enseignant sera partout aux côtés du prolétariat pour renverser le capitalisme.

A.-V. JACQUET.

P.S. — Depuis que cet article a été écrit, les premières sanctions ont été prises par M. Berthod. Il est tombé une pluie de réprimandes et une dizaine de camarades sont traduits devant le Conseil départemental. Notons parmi eux, Thomas et Dommanget. Allons, tant mieux ! — est-on tenté d'écrire. Ce ne sont pas des accusés qui comparaîtront, mais des accusateurs.

Des organes de gauche (*La Flèche — Nouvel Age*) s'étonnent de voir M. Berthod se lancer à corps perdu dans la voie de la réaction. Cet étonnement est notre seule surprise. Le mot qui revient sans cesse dans les sociétés agonisantes est : *hier*. La tradition est la bandelette qui sert à ligoter la société, afin de paralyser tous les efforts novateurs. Il est donc très naturel que le chouan Gautherot lutte contre les instituteurs. Gautherot est l'admirateur de Bourmont, de Bourmont l'officier d'ancien régime, le bandit dont le témoignage ne contribua pas peu à faire fusiller Ney, vieux soldat de la Révolution. Gautherot, émigré de l'intérieur, a essayé de justifier la trahison de Bourmont à la veille de Waterloo. Il est dans son rôle en nous combattant.

M. Berthod, lui, est l'utile *témoin* d'un âge révolu. Il nous montre combien peu comptent les *idées* en l'air, détachées de toute base économique. Elles s'envolent au moindre souffle des lèvres capitalistes.

La grande misère des travailleurs à domicile

LA CHANSON DE LA CHEMISE

L'article de Lagrange publié dans notre dernier numéro, a appelé à nouveau l'attention sur la plus misérable catégorie de travailleurs : celle des travailleurs à domicile. C'est le travail à domicile dans une corporation connexe de celle de l'habillement — la lingerie — qui a inspiré la célèbre Chanson de la Chemise, *celui de tous les chants ouvriers qui a connu le plus formidable succès. Ecrit par Thomas Hood, et publié dans un journal londonien en 1841, il fut bientôt dans toutes les bouches ; on vendait le texte au coin des rues ; on le cousait sur des morceaux de tissus et sur des coussins ; on le traduisit dans toutes les langues. Pour une large part, il contribua à faire voter par le Parlement anglais les premières lois de protection ouvrière. Ci-dessous sa traduction.*

Les doigts las et fatigués,
Les paupières lourdes et rouges,
Une femme était assise, en grossiers haillons,
Maniant son aiguille et son fil...
Pique! Pique! Pique!
Dans la misère, la faim et la saleté,
Et d'une voix au douloureux accent, toujours
Elle chantait la Chanson de la Chemise :

« Travaille! Travaille! Travaille!
Pendant que le coq chante au loin!
Et travaille... travaille... travaille
Jusqu'à ce que les étoiles brillent à travers le toit!
Oh! alors, être une esclave
Chez le Turc barbare
Où la femme n'a même pas une âme à sauver,
Si ceci est un travail de chrétien!

« Travaille... travaille... travaille,
Jusqu'à ce que le cerveau commence à flotter;
Travaille... travaille... travaille,
Jusqu'à ce que les yeux soient lourds et brouillés!
Surjet, et gousset, et col,
Col, et gousset, et surjet,....
Jusqu'à ce que sur les boutons je m'endorme,
Et les couse dans un rêve !

« Oh ! hommes, et vos sœurs chéries !
Oh ! hommes, et vos mères et vos épouses !
Ce n'est pas de la toile que vous usez,
Mais des vies de créatures humaines !
Pique... pique... pique,
Dans la misère, la faim, et la saleté,
Cousant à la fois, d'un double fil,
Un linceul en même temps qu'une chemise.

« Mais pourquoi est-ce que je parle de la Mort ?
Ce fantôme d'os hideux,
Je crains à peine son aspect terrible,
Il semble si pareil au mien.
Il semble si pareil au mien
A cause des jeûnes que je subis,
Oh! Dieu! que le pain soit si cher,
Et la chair et le sang si bon marché!

« Travaille... travaille... travaille !
Mon labeur ne se ralentit jamais ;
Et quel est son salaire ? Un lit de paille,
Une croûte de pain, et des haillons ;
Cette chambre délabrée... ce sol nu...
Une table... une chaise cassée...
Et un mur si vide, que je remercie mon ombre
De parfois y passer.

« Travaille... travaille... travaille !
D'une heure à l'autre ;
Travaille... travaille... travaille,
Comme des prisonniers travaillent pour leur [crime !
Col, et gousset, et surjet,
Surjet, et gousset, et col,
Jusqu'à ce que le cœur ait des nausées, et que le [cerveau soit engourdi
Aussi bien que la main lasse

« Travaille... travaille... travaille,
Dans la terne lumière de Décembre;
Et travaille... travaille... travaille,
Lorsque le temps est chaud et beau...
Pendant que sous les gouttières
Les hirondelles couveuses s'accrochent,
Comme pour me montrer leurs dos ensoleillés
En me gazouillant le Printemps.

« Oh! Pour respirer l'haleine
De la douce primevère...
Avec le ciel sur ma tête,
Et l'herbe sous mes pieds.
Pour, pendant une petite heure
Sentir comme jadis j'ai senti,
Avant que j'ai connu la douleur du besoin
Et la promenade qui coûte un repas.

« Oh! Pour, pendant une petite heure!
Un répit, si bref soit-il...
Pas un loisir béni pour l'amour ou l'espoir,
Mais seulement du temps pour exhaler ma peine!
Quelques pleurs me soulageraient le cœur,
Mais dans leur lit salé
Mes pleurs doivent s'arrêter, car chaque larme
Retarde l'aiguille et le fil !...

« Surjet et gousset, et col,
Col, et gousset, et surjet,
Travaille... travaille... travaille,
Comme la machine qui marche à la vapeur !
Une simple machine de fer et de bois
Qui travaille pour la cause de Mammon...
Sans un cerveau pour méditer et devenir fou,
Ou un cœur pour sentir et se briser ! »

Les doigts las et usés,
Les paupières lourdes et rouges,
Une femme était assise, en grossiers haillons,
Maniant son aiguille et son fil...
Pique! Pique! Pique!
Dans la misère, la faim et la saleté,
Et d'une voix au douloureux accent
- Faites que cette voix puisse atteindre le riche! -
Elle chantait cette Chanson de la Chemise !

AVANT LE C.C.N.

Les prolétaires veulent l'unité !

Que va faire le Comité National de la C.G.T.? Jamais, sans doute, depuis la scission, l'attention du monde ouvrier n'a été aussi anxieusement tournée vers cette assemblée des représentants des fédérations et des unions départementales confédérées. C'est que jamais, en effet, C.C.N. n'a tenu en ses mains, comme celui qui est convoqué pour le début d'octobre, la possibilité de refaire l'unité syndicale en France.

Saisira-t-il l'occasion, peut-être unique, de réparer dans les meilleures conditions, le mal dont souffre le prolétariat depuis de trop nombreuses années ?

S'il n'a en vue que les intérêts du prolétariat, que la misère qui l'étreint aujourd'hui, et les coups que lui porte la bourgeoisie ; s'il n'a en vue que les graves dangers qui le menacent, le danger du fascisme et le danger de la guerre, sa décision ne peut faire de doute : il redonnera à la classe ouvrière son unité, condition indispensable à la défense de son bien-être et de son existence même.

Pour le droit de vivre en travaillant

Car le temps presse. L'offensive de la bourgeoisie se poursuit sur toute la ligne. Partout les diminutions de salaires se succèdent à un rythme chaque jour accéléré. Des corporations ont subi depuis quelques années deux, trois, quatre diminutions consécutives, alors que le coût de la vie reste à peu près stationnaire. Les fonctionnaires ont subi plusieurs amputations à leurs traitements et à leurs retraites.

Le droit syndical, les libertés ouvrières sont battues en brèche. Des militants sont frappés pour avoir osé critiquer le gouvernement ; d'autres sont menacés uniquement en raison de propos tenus dans un congrès syndical. Dans l'industrie privée trop d'entreprises peuvent encore impunément faire la chasse aux syndiqués, instituer un régime de caserne, infliger des amendes à leurs ouvriers, méconnaître les lois sociales, trafiquer avec les cotisations des assurances sociales, etc...

Le chômage étend partout ses ravages ; les gouvernants eux-mêmes annoncent que l'hiver qui approche verra le nombre des sans-travail augmenter encore considérablement. Et c'est à l'entrée d'un tel hiver que des mesures restrictives sont prises par le ministre du Travail pour l'attribution des secours.

Pour réagir vigoureusement, pour défendre les salaires ouvriers, le droit syndical ,les allocations aux chômeurs et surtout pour imposer la semaine de 40 heures, l'unité est indispensable.

Car la semaine de 40 heures ne doit pas demeurer plus longtemps un simple sujet de propagande ou une occasion de débats académiques. Il faut songer à organiser *l'action* des travailleurs pour l'imposer dans les entreprises. L'absence de cette action à la base, face au patronat, a dû être ressentie même par ceux qui croient encore en l'efficacité des discussions de Genève. La dernière « Conférence Internationale du Travail » n'aurait pas mis en échec la convention des 40 heures si patrons et gouvernants avaient été talonnés par la combativité des ouvriers.

La réalisation de la semaine de 40 heures est une nécessité urgente, parce qu'elle seule peut réduire le chômage dont nous souffrons et, du même coup, du fait de la diminution du nombre des chômeurs — nous rendre plus forts pour défendre nos salaires et nos libertés.

Elle nous rendrait plus forts aussi pour lutter contre les impôts écrasants que nous vaut le gouvernement du 6 février, surchargeant le fardeau des travailleurs en même temps qu'il dégrève les possédants, et rognant sur les budgets des services publics et en premier lieu de l'enseignement pendant qu'il augmente ses dépenses de guerre.

Contre le fascisme et la guerre

Si l'unité syndicale est nécessaire pour nos luttes actuelles, sa nécessité est bien plus impérative si l'on songe aux graves dangers dont nous sommes menacés. Personne ne peut plus douter à présent de l'imminence du danger fasciste. Le succès remporté par Hitler en Allemagne a échauffé bien des têtes en France. Et la tentative des Hitlériens français le 6 février se renouvellera certainement. Tous les groupements fascistes : Action Française, Jeunesses Patriotes, Francistes, Croix de Feu, ont recruté énormément depuis huit mois ; au su de tout le monde, ils s'arment et s'entraînent pour le coup de force, qu'ils déclencheront dès que se posera la succession du gouvernement actuel, qui, de toutes façons, n'est qu'un gouvernement de transition.

Nous ne devons conserver aucune illusion à ce sujet : les groupements de droite et ceux qui les financent sont résolus à s'emparer coûte que coûte du pouvoir ; ils savent qu'ils ne le peuvent pas en n'usant que des moyens légaux et démocratiques. C'est pourquoi ils s'organisent pour la lutte armée.

En face de cette préparation ouverte, la classe ouvrière a le devoir de reviser ses conceptions d'organisation et d'action. En particulier, la C. G.T. ne doit pas se contenter d'enregistrer avec orgueil la progression de ses effectifs. Des masses qui n'agissent pas, qui ne se battent pas, ne pèsent pas lourd en face d'adversaires moins nombreux, mais plus combatifs et plus décidés.

L'écrasement des syndicats allemands nous a prouvé que le nombre n'est pas toujours la force. Jouhaux, à une assemblée de Genève, s'était op-

posé véhémentement à l'admission de délégués hitlériens comme représentants des ouvriers allemands. Son argumentation était irréfutable : aux dernières consultations libres pour les conseils d'entreprises, les nazis n'avaient recueilli que 18 % des suffrages des ouvriers ; les candidats de l'A.D.G.B. avaient seuls qualité pour parler en leur nom... C'est cependant les fascistes qui sont admis à Genève et c'est eux qui dirigent à présent les syndicats !

Pas plus que les social-démocrates n'avaient compris la nécessité de la lutte, les communistes allemands n'avaient compris la nécessité de l'unité. Autant et peut-être plus que leurs camarades français, ils avaient tourné leur combativité davantage contre les réformistes que contre les fascistes. En cela, ils portent leur grande part de responsabilité dans l'écrasement du prolétariat allemand.

La double leçon que nous devons tirer des douloureux événements d'Allemagne, c'est que la classe ouvrière ne doit pas rester inerte devant les violences de ses adversaires et qu'elle doit regrouper ses forces pour leur résister victorieusement sur tous les terrains.

Elle doit regrouper ses forces pour dresser efficacement le prolétariat contre la guerre qui vient. En face de combinaisons diplomatiques de toutes sortes, en face de la préparation morale à la guerre qui s'ébauche dans les rangs mêmes du prolétariat, le syndicalisme doit être assez puissant pour faire entendre que la classe ouvrière ne peut en aucun cas confondre ses intérêts avec ceux de sa propre bourgeoisie.

Les syndicats veulent le congrès de fusion

Nous disons donc que s'il n'a en vue que les intérêts du prolétariat, le prochain C.C.N. confédéré acceptera de se rencontrer avec les représentants de la C.G.T.U. pour organiser en commun le congrès confédéral de fusion. Il l'acceptera d'autant mieux que, soucieux comme il l'est toujours de démocratie syndicale, il écoutera la voix des syndicats qui, de toutes parts, le lui demande.

Car il est important de signaler que, dans toutes les assemblées syndicales qui se sont tenues depuis que la C.G.T.U. a formulé sa proposition de congrès de fusion, aucune organisation confédérée n'a engagé la C.G.T. à refuser la proposition unitaire, aucune ne lui suggère de repousser le contact en vue d'un congrès confédéral de fusion. Par contre, nombreux sont les syndicats, les unions, les fédérations qui demandent à la C.G.T. d'accepter ce contact. Certaines organisations se sont même déjà mises d'accord avec les organisations unitaires correspondantes pour réaliser leur unité: elles n'attendent pour la réaliser que l'acceptation par la C.G.T. du principe du congrès de fusion organisé par les deux C.G.T.

Rappelons quelques-unes des nombreuses résolutions adoptées en faveur du congrès de fusion.

Le Syndicat National des Instituteurs, en son congrès de Nice, donne mandat à son bureau :

«... De faire défendre un projet d'unité totale, prévoyant: a) une prise de contact préalable du sommet à la base entre les représentants responsables des diverses organisations (Confédérations, Fédérations, Syndicats confédérés, unitaires, autonomes) ; b) Des assemblées générales de fusion des syndicats, des congrès fédéraux de fusion corporative, et enfin, un Congrès Confédéral de fusion. »

La Fédération de l'Eclairage « *émet le vœu que la C. A. de la C.G.T. accorde audience à une délégation de la C.E. de la C.G.T.U.*»

La Fédération des Services publics, en son dernier congrès,

« demande la création d'une commission composée de délégués des C.C.N. unitaire et confédéré qui aura pour mission de donner des directives communes aux syndicats et de contrôler les opérations de fusion. »

La Fédération Postale

« donne mandat à ses représentants à la C.A. et au C.C.N. de proposer des contacts directs entre les deux centrales ouvrières, à raison du choc psychologique éminemment favorable à l'unité que ces contacts détermineront. »

L'U.D. de la Seine, à son Comité général du 27 juin,

« demande à la C.A. de la C.G.T. de convoquer le plus rapidement possible un Comité National, lequel devra, après avoir discuté avec la C.G.T.U. et les organisations autonomes, fixer pratiquement les modalités de fusion. »

L'U.D. des Alpes-Maritimes indique sa préférence pour la procédure suivante : « *D'accord, la C.G.T., la C.G.T.U. et la Fédération autonome des fonctionnaires, demandent à leurs syndicats de se constituer en syndicats uniques par une A.G. de tous leurs syndiqués* ».

L'U.D. de l'Isère préconise le congrès de fusion.

L'U.D. de l'Indre également.

L'U.D. de l'Allier « *formule le vœu que la C.G.T. ne soit pas intransigeante, qu'elle consente des entrevues avec la C.G.T.U.* »

L'U.D. de l'Aude

« *Demande* que la C.G.T. saisisse publiquement la C.G.T.U. et les organisations autonomes *d'une proposition d'unité...* »

L'U.D. de la Drôme-Ardèche, réunie le 7 août avec les représentants de l'U.R. unitaire,

«estime indispensable une entrevue très rapide entre la C.A. de la C.G.T. et la C.E. de la C.G.T.U., afin que toutes décisions soient prises pour organiser en commun la fusion à tous les échelons du mouvement syndical. »

Des organisations confédérées ne se contentent même pas d'inviter la C.G.T. à organiser le congrès de fusion ; des velléités de passer outre à un refus de la C.G.T. se manifestent déjà. Chez les Cheminots du Midi, l'unanimité des deux C.E. confédérée et unitaire s'est réalisée sur la résolution suivante, qui ne peut laisser indifférent le C.C.N. :

« Les commissions exécutives confédérée et unitaire du réseau du Midi, réunies le 30 août 1934 à la Bourse du Travail de Toulouse, invitent le bureau de l'Union Midi confédérée et le bureau de la section fédérale unitaire Midi à convoquer pour le dimanche 21 octobre 1934, à Toulouse, un congrès extraordinaire d'unité des cheminots du Midi.

« Le congrès aura comme tâche :

« 1. De fixer les modalités d'unification immédiate des syndicats dans chaque localité ainsi que des organismes de l'Union dans le réseau du Midi ;

« 2. De décider de l'action corporative et professionnelle qui devra être menée, en attendant l'unité totale, pour la défense des intérêts des cheminots du Midi ;

« 3. De définir l'action à mener auprès des organismes centraux pour la convocation rapide des congrès nationaux fédéraux et confédéraux de fusion pour la reconstitution d'une Fédération et d'une C.G.T. uniques de défense des intérêts des travailleurs contre le capitalisme. »

Les cheminots du P.L.M. ont également fixé les modalités de leur fusion corporative et, faisant suite à l'accord intervenu le 8 septembre, les bureaux des deux Unions

« ont décidé de convoquer leurs conseils d'administration respectifs en vue d'une assemblée commune qui aura lieu le 30 septembre.

« L'ordre du jour de cette réunion comporte notamment :

...« 2° Fixation de la date de fusion des organisations locales ;

« 3° Fixation de la date du Congrès de fusion des organisations de Réseau qui auront fait leur adhésion aux Commissions de liaison.

« Les deux bureaux, qui ont poursuivi jusqu'à ce jour leurs travaux dans un accord complet, tiennent à déclarer qu'ils n'entendent pas constituer une troisième organisation dans la classe ouvrière, mais réaliser l'unité syndicale organique sur leur réseau. »

Par ailleurs, la Fédération générale des Fonctionnaires et la Fédération Autonome n'attendent que la décision de la C.G.T. pour réaliser la fusion sur les modalités de laquelle ils sont tombés d'accord.

La responsabilité du C. C. N.

Il est évident qu'en face d'une telle volonté et d'un tel besoin, le C.C.N. ne peut pas repousser le congrès de fusion sans ouvrir pour la C.G.T. une ère de difficultés très grandes.

On peut, on doit se méfier des unitaires, leur conversion au congrès de fusion est trop rapide pour être sincère ; on ne peut pas oublier leurs injures, leurs calomnies contre le Comité des 22 qui avait préconisé cette solution trois ans plus tôt.

On doit, avec eux, se tenir sur une prudente réserve,mais il ne faut pas perdre de vue que,malgré leur machiavélisme, une fois l'unité réalisée, il ne leur serait pas possible de revenir en arrière, et les ouvriers qu'ils ont excités contre tout ce qui n'est pas inféodé au P.C. seront vite désintoxiqués au contact des militants d'autres tendances aussi dévoués qu'eux aux intérêts de la classe ouvrière et infiniment plus clairvoyants.

Le C.C.N. devra donc satisfaire au désir d'unité de la masse. Il ne peut pas dire que le problème n'intéresse que les organisations de base, puisque précisément à la base on n'attend que sa décision pour se rejoindre.

Il ne peut pas davantage se cantonner dans les résolutions de Japy et de la Mutualité qui avaient été établies plutôt pour favoriser la rentrée des anciens minoritaires de la C.G.T.U. que pour réaliser la fusion avec la C.G.T.U. qui n'en voulait à aucun prix.

Aujourd'hui la C.G.T.U. semble désirer le Congrès de fusion. Si la C.G.T. le repousse, c'est elle qui apparaîtra comme le principal obstacle à l'unité, à une époque où le prolétariat a ,plus que jamais, besoin de cette unité s'il ne veut pas être écrasé.

F. CHARBIT.

Parmi nos lettres

Le front unique tunisien

D'un camarade, sur les manifestations qui ont suivi le coup de force de Peyrouton-Guépéou:

Les manifestations dépassent toutes celles qui ont déjà eu lieu en Tunisie en 1922 et 1925 ; leur caractère d'ordre, d'unanimité et de constance, constitue un progrès énorme dans les méthodes de lutte.

Depuis quelque temps, la population israélite vivait dans la crainte d'une répétition des émeutes de Constantine ; le fait que plusieurs jeunes juifs sont au nombre des proscrits, a replacé la lutte du peuple tunisien sur son vrai terrain.

Une lettre de Moscou

Un camarade nous communique la lettre suivante qu'il vient de recevoir d'un ouvrier de Moscou :

Ici les choses ne vont ni trop bien, ni trop mal, au moins dans les villes. A la campagne beaucoup ont souffert cette année dans la Russie centrale à cause de la mauvaise récolte de blé et de pommes de terre de l'année dernière. Cette année-ci, du moins, il y aura assez de pommes de terre dans la Russie centrale, mais le pain manque dans certaines parties de l'Ukraine et dans le Nord du Caucase, là où les hommes pleurèrent de faim il y a deux ans.

Certes, personne n'est coupable de la mauvaise récolte, cette année surtout alors que la calamité est universelle, mais ce qu'on ne peut tolérer, ce sont les pertes qui adviennent chaque année. C'est une chose incroyable : les rapports officiels enregistrent une perte de 40 % des produits par suite de mauvaise administration. Ce sont des chiffres fabuleux et malheureusement vrais, comme il est vrai que le même phénomène se reproduit chaque année automatiquement ! Et ce sera la même chose l'an prochain : rien ne sera prêt, ni les récipients, ni les réfrigérants, ni les wagons. L'organisation sera mal faite, les journaux répéteront les mêmes imprécations, les mêmes menaces et feront la même constatation, que des millions de produits se sont gâtés. Les mêmes constatations que Postichev a faites cette année, Kalénine les avait faites en 1925 !

En général, on travaille beaucoup dans ce pays, mais le gaspillage enlève une bonne part des résultats. On gaspille les produits, les matériaux et la main d'œuvre. Ici les bâtiments ne sont jamais finis. Dans le mien on construit et on abat des murs et des palissades plus souvent que sur une scène de théâtre. Et j'ai toutes les raisons de croire que ce n'est pas seulement chez moi que cela se passe ! Il y a quelque temps, j'ai eu l'idée de faire un calcul approximatif du coût des travaux faits pour la construction, reconstruction, réparation et transformation des magasins de vente des produits (boutiques, etc.). J'ai pris comme type un endroit populaire et j'ai cherché à avoir un tableau exact à partir de 1926. Un magasin a subi 15 transformations, un autre 18 et ainsi de suite. Je me suis informé pour d'autres quartiers : c'était encore pis. Représente-toi, par exemple, qu'un magasin qui vendait des légumes a été transformé en pharmacie et tu pourras t'imaginer les travaux de reconstruction qu'il faut ! Mais, ensuite, ce magasin est devenu un salon de coiffeur, une laiterie, une boulangerie, un café-modèle avec fleurs artificielles sur les tables, miroirs et tentures, puis tout a été mis sens dessus dessous pour installer un magasin universel où l'on ne vend normalement que de la poudre contre les punaises et des boîtes bien alignées dont personne ne sait ce qu'elles renferment.

Eh bien ! j'ai fait le calcul pour quelques mois et, arrivé pour Moscou seul, à la somme de un milliard, j'ai cassé ma plume en éclatant de rire ! Un milliard ! Et dans

les autres villes ? En somme une vraie débauche ! Et c'est là une vérité que tous connaissent et que quiconque sait compter, peut constater sans l'aide de traités d'économie politique. Mais ne crois pas qu'il manque de bureaux de contrôle, qui donnent l'autorisation et vérifient tout en se conformant à des plans que d'autres bureaux, soviets et institutions diverses, dressent à l'usage de la communauté. Rien ne manque, mais cela n'a pas empêché, par exemple, que la laiterie du coin qui, à la grande satisfaction de tous, s'était remise cette année à vendre du lait et du fromage (bien qu'à des prix dix fois plus élevés qu'il y a 4 ans), a été tout-à-coup mise sens dessus dessous au mois de juillet, en pleine chaleur, au moment où il y a du lait en abondance.

D'autre part, on manque de moyens financiers et de matériaux pour construire des maisons pour les ouvriers, qui, par milliers, s'écrasent dans des locaux restreints, ou vivent dans des baraques, ou habitent à des dizaines de kilomètres de la ville.

L'alliance franco-russe est complète Le camarade Mesnil nous écrit :

Les historiens de l'U.R.S.S. se chargent, sans le vouloir, de démontrer la vérité des théories marxistes. V. Khvostov écrit dans les Izvestia *du 28 juillet un article où il fait sienne la thèse des nationalistes français sur la responsabilité unique de l'Allemagne dans la guerre, et reproche à l'Allemagne d'avoir préparé la guerre pour entreprendre un nouveau partage de la terre. Or ce même historien soutenait jusqu'ici une thèse tout à fait différente et reconnaissait le partage des responsabilités entre tous les Etats capitalistes. Comme les universitaires bourgeois, il interprète l'histoire selon les désirs du gouvernement et sa volte-face prouve, une fois de plus, que le gouvernement de l'U.R.S.S. n'a plus rien à voir avec le socialisme et qu'il fait subir à l'histoire les mêmes déformations que les impérialistes bourgeois. L'alliance franco-russe est complète.*

Des critiques Du camarade Van Zürk, ces quatre critiques :

Dans l'un de ses derniers numéros, la R.P. *demande à ses lecteurs de lui faire part de leurs critiques. En voici quelques-unes :*

Trop d'articles, et surtout trop longs sur les différents congrès syndicaux. Ceux qui s'intéressent particulièrement à la vie de tel ou tel syndicat peuvent se documenter en entier dans les organes desdits syndicats.

Nous ne croyons pas ce reproche fondé. Les congrès syndicaux sont des faits essentiels de la vie syndicale ; c'est là que s'exprime le plus directement la pensée de la « base », l'évolution des idées et des sentiments de la classe ouvrière organisée. Loin de restreindre ces compte-rendus, nous voudrions au contraire leur donner plus d'importance et surtout plus de régularité.

Trop de faits importants sont relatés beaucoup trop tard ou demeurent ignorés. Telle la grève des taxis parisiens, qui a duré une vingtaine de jours et sur laquelle la R. P. *n'a pas publié une seule ligne. La grève de Verviers également n'a pas été suffisamment suivie. Quant aux grèves de Californie, c'est dans le dernier numéro seulement que nous trouvons quelque chose à son sujet et encore ce n'est qu'une traduction.*

Sur ce point, tout à fait d'accord ! Nous sommes souvent en retard et péchons souvent par omission. Mais indiquons-en la raison : nous ne sommes — heureusement pas ! — un quotidien, obligés comme celui-ci de parler de tout ce qui se passe, même si nous n'avons rien de particulier à en dire. Dès lors, lorsque sur un fait même très important, nous n'avons aucune source directe de renseignements, que nous n'en savons que ce qui se trouve dans les journaux d'information, et que nous n'avons à en dire que ce que tout le monde en a dit, nous estimons inutile de répéter, quelques quinze jours après les événements, ce que nos lecteurs ont pu lire, le jour même, dans la presse ouvrière quotidienne.

En ce qui concerne les grèves en particulier, il est bien certain que nous désirerions leur donner une place beaucoup plus importante, mais un article sur une grève n'a généralement de véritable valeur que s'il a été écrit par un *gréviste*, ou, tout au moins, par quelqu'un ayant suivi de très près la grève. Or il est très difficile de tirer de nos camarades grévistes des articles, même sur les faits qu'ils ont vécus : manque de temps, timidité, etc... si bien que malgré nos demandes réitérées nous n'obtenons pas d'articles. Tel a été notamment le cas de la grève des taxis, pour laquelle nous avions espéré jusqu'au dernier moment un article de grévistes.

C'est surtout pendant et après le 6 février que la R. P. *a failli à sa tâche. Sauf le manifeste (que je n'approuve pas), rien n'a été fait pour guider et orienter le syndicalisme dans un sens ou dans un autre pendant la période difficile.*

Dans les périodes comme celle du 6 février, ce sont avant tout des décisions d'*action* qui s'imposent. De telles décisions ne peuvent être prises que par les organismes syndicaux réguliers, auxquels la *R. P.* n'entend nullement se substituer.

La direction politique laisse à désirer, étant trop personnelle. Car ce qui est indispensable à l'organe d'un parti — l'homogénéité en matière politique — n'est pas nécessaire à la R. P., *qui n'est que la voix d'un petit groupe intellectuel et syndicaliste ; la* R. P. *peut souffrir que plusieurs opinions s'affrontent ; si cela n'est pas réalisable avec les copains du noyau, qu'on fasse appel à des camarades en dehors.*

Autrement dit, le camarade Van Zürk — qui n'est pas syndicaliste — n'est pas satisfait de la direction « politique » donnée à la *R. P.* par le noyau ; et donc que le noyau fasse appel pour partager la direction à des camarades pensant le contraire d'eux. Eh bien, non ! la *R. P.* n'est pas le *Club du Faubourg* ; elle n'a pas été fondée dans le but d'étaler côte à côte les opinions les plus disparates, mais dans le but de propager les idées et la doctrine du syndicalisme révolutionnaire. Dans cette tâche nous faisons montre — croyons-nous — du plus grand libéralisme, n'hésitant pas à soutenir des mouvements distincts du nôtre chaque fois qu'ils nous semblent comporter des éléments sains, mais nous n'entendons point être une salade où les principes les plus contraires se mélangeraient et s'opposeraient.

A M. BERTHOD, "proudhonien" qui n'accepte pas qu'on discute la patrie

cette phrase de Proudhon :

J'affirme l'orthodoxie de la justice, et JE RENIE LA PATRIE quand je la vois, fautrice des tyrans, applaudir au parjure et à l'assassinat, proscrire les meilleurs, faire une loi de l'ignorance, de la servitude et de la superstition... OÙ EST LA JUSTICE, LA EST MA PATRIE. (*Lettre à Michelet*).

NOTES SUR L'U.R.S.S.

Le paysan russe

En 1917, le paysan russe qui voulait la paix et la terre, aida l'ouvrier de Petrograd et de Moscou à culbuter le régime tzariste. On ne sait pas toujours exactement, en Occident, ce que représentait ce désir de la terre des paysans ; on s'imagine trop volontiers le paysan d'avant la révolution comme un serf attaché au seigneur et on en conclut trop vite que sa misère actuelle, si noire qu'elle soit, lui est tout de même plus légère que l'ancienne.

Tâchons de voir ce qu'il en est.

Les deux terres

Avant 1917, la terre était divisée en deux grandes catégories : la terre que possédait le grand propriétaire terrien, (à laquelle nous assimilons celle des communautés religieuse), et la terre qui était la propriété commune du village. (Nous laissons de côté le paysan petit propriétaire, parce que, malgré les efforts de Stolypine, cette catégorie de paysans n'était qu'une infime minorité et n'existait même que dans quelques régions).

La terre communale se partageait tous les 6, 8, 10 ou 12 ans entre toutes les familles du village, selon la quantité de membres masculins dont chacune était composée; on tirait au sort, à l'aide de petits bouts de bois taillés différemment, les lots de chaque nature de terre (grasse, sablonneuse, etc...) revenant à chacun. La terre était considérée par les paysans comme l'air : une chose dont tous ont également besoin et qui ne peut ni se vendre, ni s'accumuler.

Cette terre communale était celle de laquelle vivait essentiellement le paysan; cependant, selon son aisance et le nombre de travailleurs de sa famille il affermait parfois, en plus, un peu de la terre du gros propriétaire voisin, ou bien il lui vendait partie de sa force de travail.

Dans tous les cas, les deux terres se heurtaient, l'une, souvent de qualité inférieure et de grandeur insuffisante, égalitairement répartie et où on récoltait entièrement les fruits de son travail (à l'exclusion des impôts évidemment); l'autre, toute voisine, dont on ne touchait, pour une même peine, que la moitié ou les deux tiers de la récolte.

Il y avait également une certaine exploitation des paysans pauvres à l'intérieur du système communal, le paysan aisé, c'est-à-dire possédant davantage de matériel agraire et de chevaux, les prêtant aux paysans pauvres contre redevance. Mais, en ce qui concerne la terre proprement dite, la grande et unique question était le heurt des deux sortes de terres dont nous venons de parler.

On comprend maintenant quelle terre les paysans réclamaient en 1917, c'était celle des propriétaires fonciers, afin de l'ajouter au bien commun et augmenter ainsi le lot de chaque famille.

Sovkhozes et communes

La révolution, d'abord, réalisa ce désir en n'apportant qu'une seule modification : le partage devait se faire dorénavant selon le nombre de tous les membres de la famille et non plus seulement de ceux du sexe masculin. Puis, la politique des réquisitions ayant conduit à une restriction sensible et volontaire des emblavements, le gouvernement reprit au paysan une partie de la terre et organisa les exploitations agricoles d'état appelées dès ce moment « *sovkhozes* ». Si bien qu'actuellement on rencontre beaucoup de villages où le paysan, dont le lot de terre d'avant-guerre a parfois diminué, peut vous montrer les terres de l'ancien gros propriétaire et vous dire spirituellement : « *Maintenant c'est un gros proprio rouge que les possède !* » ; l'Etat a remplacé le pomechtchik.

A ce moment se fondèrent aussi des « *communes* » pour le travail de la terre en commun. Celles-ci, qui s'étaient constituées librement ça et là, avant 1929, ne reçurent jamais du gouvernement une aide efficace; pour la plupart, elles végétèrent faute d'un matériel agricole qu'elles étaient trop pauvres pour acheter à l'Etat.

La collectivisation forcée et les kolkhozes

La collectivisation forcée des campagnes, qui débuta en 1929, a pour origine la nécessité, pour l' « Economie dirigée », d'être maîtresse des matières premières que fournit le village et, d'une façon générale, de tous les marchés. D'autre part, le pseudo-marxisme, dont sont imbus les bolcheviks, les conduisit à vouloir construire une économie toujours plus centralisée et « ordonnée », selon des formes rigides, à imposer sans égards pour l'homme et sa richesse d'initiative et de liberté.

Si bien que, finalement, peu après les avoir conquises, le paysan a perdu la terre et la liberté : il est devenu un serf d'Etat. Après avoir tant lutté pour rejeter le joug du pomechtchik, il n'a même pas gagné de quoi pouvoir meubler son isba, devenue plus pauvre que jamais.

« *Kolkhoze* » est un abréviatif qui signifie « économie collective ». Les trois quarts des paysans sont aujourd'hui membres de kolkhozes qu'ils considèrent avec raison comme étant *pratiquement* des entreprises d'Etat auxquelles ils vendent leur force de travail, car ce ne sont pas les simulacres de votes, imposés à la manière bolchevik, qui peuvent tromper longtemps celui qui peine dans les champs.

Dans le kolkhoze, le « plan » règne en maître; il vous vient du canton qui, lui, l'a reçu de l'arrondissement, qui le tient de la province, et ainsi de suite jusqu'à Staline lui-même, via le Commissariat à l'agriculture et le Bureau Politique. Les plans se suivent sans interruption : celui des semailles d'automne (quoi, combien et quand il faut semer dans votre village), celui des semailles de printemps, celui de la récolte (quoi, combien, de quelle façon et quand il faut faucher, mettre en meules, battre, etc...), celui de l'élevage, etc... Il y a même, depuis cette année, un plan d'accouplement des bestiaux, transmis à chaque village et nécessitant des compte-rendus périodiques d'exécution. Malheur aux garçons d'écurie des kolkhozes dont les juments avorteront! On leur infligera des amendes pour chaque avortement. Ceux qui trouveront les plans imposés, exagérés et irréalisables risqueront pour le moins d'être accusés d'opportunisme, et, s'ils persistent, de trahison envers la révolution, ce qui est particulièrement grave.

On a peine à s'imaginer les situations à la fois comiques et tragiques qui naissent de toute cette paperasserie de « plans » qui inondent un sixième de la terre. Mais contentons-nous pour aujourd'hui de voir comment est organisé le travail dans le kolkhoze.

Toutes les maisons — autant de maisons que de familles —, sont groupées en brigades. Chaque brigade englobe 5, 10, 15 maisons et plus, selon les villages, et est commandée par un « brigadier », sorte de contre-maître. Responsable de la discipline et du travail de son équipe, il distribue le travail, répartit ses hommes et doit rendre compte minutieusement du travail accompli par chacun. Comme dans une usine, somme toute.

Qu'on ne s'imagine pas que la tâche est ici librement décidée et accomplie en commun; non, le brigadier n'est que le dernier chaînon de cette gigantesque hiérarchie qui fait remplir le *grand plan d'Etat*. Chaque matin, des sons de cloches ou des coups de marteau sur un morceau de rail pendu à une branche, réunissent les membres de la brigade à l'endroit convenu; là, le brigadier donne à tous les ordres de travail qui doivent être exécutés sans discussion. Le « bon » brigadier aura seulement prévenu la veille au soir de la tâche probable du lendemain.

Le travail a la tache

Au début, on travaillait à la journée, mais il s'avéra bientôt qu'il était impossible de faire travailler librement et consciencieusement des paysans étatisés de force. Chacun d'eux avait, comme par enchantement, acquis l'esprit des soldats à la caserne: il s'agissait avant tout d'en faire le moins possible. Les dirigeants pensèrent bien à encadrer les paysans et à les mener aux travaux comme on mène les soldats à l'exercice, mais, après des répressions d'une ampleur inimaginable, on se rendit compte que le « socialisme » n'était pas, malgré ses succès, suffisamment « réalisé » pour faire de chaque paysan de l'immense U.R.S.S. un soldat dévoué patriotiquement au système qui l'oppressait.

C'est alors que fut institué le travail aux pièces et que les levées en nature et impôts se calculèrent, non plus selon la récolte, mais selon le plan d'ensemencement. Le paysan fit ainsi un saut de plusieurs siècles: sous le capitalisme il n'y a encore que les ouvriers des « Citroën » et des « Ford » qui sont aux pièces; c'est sous le « socialisme » que la campagne devait acquérir également cette monstruosité de l'esclavage moderne.

Mais imagine-t-on la complication d'une telle organisation du travail aux champs ? Non seulement il y a différentes cultures, différentes saisons, différentes régions, différents travaux, mais, dans un même village, pour une même culture et une même saison, il y a différents terrains, différents outils (faucille, faux, faucheuse, faucheuse-lieuse, etc...), différents auxiliaires (cheval, tracteurs diversement puissants) et différentes distances (il n'est pas indifférent d'aller labourer à 200 mètres du village ou à 4 kilomètres). Il faut donc des « normes » pour chacun des cas.

D'autre part, comme l'Etat n'est pas assez riche pour payer en objets fabriqués ou en argent et qu'il ne veut rétribuer le paysan qu'avec le produit de la terre elle-même et selon la récolte, un nouvel étalon fut institué: le « *jour-travail* ». Labourer un hectare, par exemple, (dans un endroit donné, à une profondeur donnée, avec des auxiliaires donnés) n'équivaut pas à 3 roubles ou à 10 kilogs de blé mais à 0,7 « jour-travail » que le brigadier inscrit au compte du travailleur ; ainsi pour tous les cas.

La valeur du jour-travail est inconnue jusqu'à la fin de l'année. Lorsqu'après les moissons, le kolkhoze aura payé tous les impôts, toutes les levées en nature, ses dettes, et mis de côté les semences pour l'année suivante, il dispose du reste de la récolte, qui représentera alors la somme totale des « jours-travail » de tous ses membres. Chaque famille recevra sa portion au prorata des « jours-travail » qu'elle aura eus dans l'année.

Un « jour-travail » n'a donc pas de valeur fixe, il peut être très différent dans deux villages voisins puisqu'il dépend de la récolte. Il atteint de un demi kilog à 10 kilogs et plus de grain.

Naturellement chacun cherche, selon ses forces, à acquérir le plus possible. Le village a donc maintenant ses « oudarniks » comme la ville !

D'autre part la qualité ayant, comme toujours, tendance à baisser avec le travail aux pièces, des inspecteurs spéciaux la vérifient et proposent à la direction du kolkhoze d'infliger des amendes (c'est-à-dire de réduire les jours-travail) ou d'attribuer des primes.

Si l'on ajoute à ceci que toute une catégorie de « kolkhoziens » quoique ne participant pas directement à la production ont tout de même droit à des « jours-travail » qui leur sont accordés à des taux spéciaux par journée effective de travail (bergers, palefreniers, magasiniers, brigadiers, employés de bureaux divers, inspecteurs, présidents du kolkhoze et du soviet, etc...), on comprendra à quel point la paperasserie a pu envahir le village.

L'homme nouveau

C'est ainsi qu'à la campagne comme à la ville, on « forme » l'« homme nouveau » et ceux qui s'en enthousiasment, ici, ont le grand tort de se l'imaginer plus libre, plus conscient, plus spontané, plus homme enfin.

Pour nous, malgré tous nos efforts et plusieurs années d'expérience, nous ne sommes pas arrivés à comprendre quelle amélioration il y a pour un serf aux pièces de recevoir le taux des « normes » d'un guichet impersonnel où un pauvre bonhomme de petit employé innocent ne peut que répondre à ses déclarations — lorsqu'il est aimable — : « Mon pauvre ami, je n'y suis pour rien et n'y peux rien, ce sont des chiffres que nous venons de recevoir de tel Bureau scientifique de la productivité de tel ministère ou de telle Grande Direction, mais si vous le désirez vous pouvez faire une réclamation par écrit à telle Commission, et, en attendant son jugement, vous plier aux nouveaux prix » — au lieu de les tenir d'un contremaître avec lequel il peut parfois discuter et qu'il peut tout de même eng... à bon escient. Et cela, plus encore pour le paysan qui auparavant ne recevait de normes de personne !

Aucune initiative

Cet homme nouveau de la campagne « collectivisée » a acquis immédiatement les défauts les plus inattendus. Le paysan si plein de bon sens et auquel des siècles d'expérience avaient appris pas mal de choses les a tout à coup oubliées. Lui qui, hier encore, aurait, pour ainsi dire, mieux aimé perdre sa femme que son cheval, et qui descendait de voiture pour pousser à la roue dans les côtes et les ornières, il ne sait plus maintenant entretenir l'animal collectivisé et se « fiche » de son sort. Lui qui, un large rateau attaché au dos, glanait méticuleusement les épis tombés, il laisse maintenant 10 et 20 % du grain sur la terre. Lui qui pouvait conserver 2 et 3 ans le blé en meule, ne sait plus le faire, et le grain se mouille et pourrit si un ordre de travail précis et suivi de contrôle n'est pas venu en son temps.

Le paysan, devenu petite dent de l'immense engrenage, n'agit plus que par ordre ; tout un système pénal et oppressif doit l'obliger à accomplir des actes, jusqu'alors les plus courants du monde ; à tel point que même le grand Comité Central du Parti, dans son plénum du début de juillet dernier, devait ordonner des choses aussi simples que celles-ci (1) :

« *Le plénum du C.C. du parti considère que la tâche principale des organisations soviétiques et du parti pour 1934 est de développer les mesures concrètes de lutte contre toutes pertes au cours de la moisson (moissonnage, mise en meules, transport et conservation du grain) ; dans ce but, les organisations devront assurer le coupage de tout le blé mur, veiller à ce qu'on ne le coupe pas trop tard pour éviter qu'il ne s'égrène, veiller à un glanage méticuleux, à l'installation de récupérateurs à grains sur les moissonneuses et les moissonneuses-batteuses, veiller à ce que la mise en tas et le transport s'accomplissent sans pertes, ne pas laisser le blé se mouiller...* »

Voilà le nouveau genre de leçons que l'on est obligé de donner au paysan !

Et qu'on ne s'imagine pas que ce soit la conséquence de la mauvaise volonté ou de l'influence des damnés koulaks, non, il s'agit tout simplement de ce que tout homme qui devient un « mécanisme » aux pièces se fiche inévitablement de tout ce qui n'entre pas dans les normes précises qu'il remplit ; en même temps que sa liberté, il perd toute initiative. Quelle erreur de penser qu'un nouvel homme, plus conscient et plus libre, sortira peu à peu d'un tel système ! Là où l'Etat se charge de penser pour tous et de réglementer toute la vie, il ne peut se développer que deux grandes sortes (classes) d'hom-

(1) *Izvestia* du 2 juillet 1934.

mes : 1° ceux qui pensent et « planifient » pour les autres, c'est-à-dire cette immense bureaucratie de spécialistes hiérarchisés qui prend forme en U.R.S.S., et 2° les autres, la masse de ces petits automates numérotés que deviennent les travailleurs. Est-ce donc que le socialisme n'aura pour mission que de mener à bien la tâche d'organisation « scientifique » de l'esclavage que le capitalisme a amorcé de nos jours ?

Le vol

Un autre phénomène que nous a amené la « collectivisation » est le suivant :

Quand un pauvre bougre est dans le besoin, il attente aussi bien à la propriété « collective » ou d'Etat qu'il attentait autrefois à la propriété privée. Nous pensons qu'il n'y a rien d'aussi naturel, mais le nouvel Etat qui a tout intérêt à rejeter ses propres tares sur le dos du prédécesseur, trompette à tout bout de champ, que là encore c'est le « vieil homme », héritage du czarisme, qui est coupable et, pour le « corriger », il édicte des mesures de répression si draconiennes qu'elles n'ont à peu près pas de précédents.

Le 7 août 1932, un décret fameux, qui est devenu la base de toute la juridiction soviétique, baptise la propriété « collective » et d'Etat de *sacro-sainte* et la défend avec une sévérité, disons plutôt une férocité, sans précédent : *le vol est puni de 10 ans de prison ou de mort.*

Et ce décret est appliqué avec une rigueur monstrueuse dont on jugera par les deux petits faits suivants contre lesquels Moscou lui-même dut réagir :

1° Tiré d'un discours du procureur général de l'U.R.S.S., Akoulov (*Pravda* du 28 avril 34) :

«... Paraskéva Chlek, 28 ans, mère de trois petits enfants, kolhkozienne, et Pachtenko Anna, 40 ans, kolkhozienne-pauvre, illettrée, furent condamnées (en vertu du décret du 7 août) par les juges du rayon d'Eyck, à dix ans de prison pour avoir volé quatre kilogrammes de grain. Sur protestation du procureur, la Cour Suprême cassa le jugement et, appliquant une autre loi, réduisit à une année de travaux forcés... »

2° Tiré d'une brochure du procureur général-adjoint de l'U.R.S.S., Vichinsky (*Précis de la justice en U.R.S.S.*, 1934, page 30) :

«... pour s'être servi sans permission de choses appartenant au kolkhoze (avoir utilisé un cheval, une barque pour aller pêcher), le tribunal appliqua le décret du 7 août et condamna même à mort ; pour une affaire aussi bénigne que d'avoir jeté une pierre à un goret du kolkhoze — « pour avoir porté préjudice à l'inventaire vivant du kolkhoze », comme dit l'acte d'accusation — le tribunal appliqua le décret du 7 août... ».

Ces faits, qui se passent de commentaires, montrent quel régime de terreur est imposé à la population et quel drame le « socialisme » bolchevik crée au pauvre nécessiteux.

Maintenant chaque kolkhoze élève des tours rudimentaires en bois du haut desquelles des gardiens veillent, jour et nuit, dès juillet, à la sécurité de la moisson, ou bien il délègue des veilleurs à cheval qui parcourent le territoire communal à l'affût des pauvres malheureux qui ont faim, sans doute, puisqu'ils volent 4 kilos de grain !

Marx s'était moqué des utopistes qui ne prenaient pas l'homme tel qu'il était. Il raillerait peut-être aujourd'hui ceux qui, en son nom, veulent le modeler de force en soi-disant « communiste ».

M. Yvon.

A M. BERTHOD, "proudhonien", qui n'accepte pas qu'on discute la France

cette phrase de Proudhon :

Oh ! si la France est la reine des nations, malédiction sur l'espèce ! (*Lettre à Michelet*).

A travers les livres

Veuve Maupas : LE FUSILLÉ (Maison coopérative du Livre).

Le Fusillé est le récit poignant, simple, des 19 années passionnément consacrées par la Veuve Maupas à la réhabilitation des victimes d'une tragique injustice.

Quatre caporaux — dont l'un, Maupas, est son époux — ont été condamnés par un conseil de guerre le soir du 16 Mars 1915 et exécutés le 17, à 13 heures.

Leur crime? C'est de faire partie d'un régiment exténué qui s'est trouvé matériellement et moralement incapable de marcher pour une troisième attaque.

Leur crime ? C'est de posséder un commandant qui n'a pas osé avouer qu'on ne pouvait compter sur ses hommes pour un « *coup de chien* ». C'est d'avoir des chefs toujours pendus à leurs fameux téléphones dans leurs «caves», des chefs « qui ne se rendent jamais sur les lieux », c'est d'avoir une brigade qui ne sait même pas la distance qui les sépare de l'ennemi.

Leur crime ? C'est la nécessité pour les « supérieurs » de se montrer... après, énergiques, forts, et capables de mériter de nouvelles citations, de nouveaux grades.

Brutalement, l'épouse apprend son malheur. — L'horreur de l'injustice pressentie l'empêche de sombrer. — L'amour pour son mari, pour leur enfant, l'orgueil exaltent son énergie; les mesquineries officielles et individuelles dont elle est l'objet en exaspèrent l'ardeur.

Mais un puissant système de défense est organisé « *dans l'ombre, pour sauver l'honneur et l'autorité sacro-saintes de l'armée* ». Contre l'Etat, contre ses juges, qui, se riant du droit et de la justice, entreprennent la guerre d'usure, cette femme accepte la lutte.

Malgré la « censure » de guerre et d'après guerre, malgré les défaillances physiques, les soucis matériels, malgré l'hostilité, la passivité, l'indifférence, elle recueille d'innombrables preuves, d'innombrables attestations de l'innocence de son mari.

L'aide morale et matérielle, les manifestations de sympathie lui viennent nombreuses. Des camarades du front, la Ligue des Droits de l'Homme, le syndicat des instituteurs, une partie de la Presse, les anciens combattants, certains partis politiques étendent son action.

Jusqu'en 1920 c'est l'agitation incessante pour la demande de revision du procès d'accusation. Après l'échec, ce sont des tentatives juridiques parlementaires aboutissant enfin en 1928 à la création d'un tribunal spécial de révision. En 1933 seulement, c'est la Réhabilitation.

« *Toute une vie pour obtenir un petit bout de papier officiel* » !

Elle avait 30 ans en 1915... Sa fillette grandit sans joie, sans foyer, moralement et matériellement sacrifiée aux fusillés. Parfois la mère se demande avec angoisse si son devoir n'était pas de faire vivre l'enfant — bien.

Deux vies! « *Pour un petit bout de papier officiel* » seulement ? Non ! Car l'élan qui élève la personnalité de Blanche Maupas, agrandit son œuvre.

Rien d'étroitement personnel ne subsiste : pour l'action de justice, la veuve s'identifie à la foule entière des victimes (1637 exécutés après condamnation par les conseils de guerre).

Par le calvaire de ses longues luttes, elle inspire directement l'horreur de la guerre qui autorise toutes les atrocités, le mépris du régime qui permet la guerre, qui en couvre les crimes, et elle accomplit un grand sacrifice pour la Paix, cette Femme, cette Mère.

V. Durero.

Une revue ne vit que de
PROPAGANDE
FAITES-NOUS DES ABONNÉS !

La renaissance du syndicalisme

Au Congrès de la Fédération Confédérée de l'Eclairage et des Forces Motrices

La Fédération Confédérée de l'Eclairage et des Forces Motrices a tenu son congrès durant les premiers jours de septembre, à Pau. Le nombre des syndicats représentés était de 104, qui groupaient environ 20.000 camarades. La rationalisation à outrance diminue tous les ans le nombre des travailleurs de notre industrie.

A titre de comparaison, les syndicats unitaires du Gaz et de l'Electricité ne sont qu'au nombre de sept pour toute la France ; aussi leur Fédération d'industrie a-t-elle dû être dissoute et ils adhèrent maintenant à la Fédération des Services Publics. Deux forts syndicats de Paris cependant sont unitaires : les Producteurs d'Energie Electrique et les Gaziers Parisiens.

Au point de vue corporatif, le bureau fédéral confédéré est très actif ; les secrétaires, Biot et Morel, ont la confiance de l'unanimité des syndicats. En ce qui concerne l'orientation syndicale, le bureau fédéral est en accord avec la politique de la C.G.T.

Le cas du député syndiqué Lafaye

Les séances du congrès ne furent pas très animées. Toutefois, un petit mouvement eut lieu quand Barthes, délégué des Employés du Gaz de Paris, développa le mandat qu'il avait reçu de son syndicat : de demander l'exclusion du député Lafaye, adhérent au Syndicat du Gaz et de l'Electricité de la Régie de Bordeaux, qui, au Parlement, vota la réduction des traitements des fonctionnaires, se mettant ainsi par là en opposition ouverte avec la C.G.T.

Lafaye essaya de se défendre en donnant quelques coups de patte aux socialistes, qui, pour sauver Chautemps, se retirèrent, lors de ce vote, sur l'Aventin. Il est certain que si un député socialiste s'était trouvé dans la salle, il aurait aussi reçu son paquet.

L'Unité syndicale

Sur les questions corporatives, l'unanimité se fit aisément. Par contre, un long débat eut lieu sur l'Unité syndicale.

Une délégation unitaire ayant demandé à être entendue, le congrès fut unanime à répondre par l'affirmative. Paul Marcel, secrétaire de la Fédération unitaires des Services Publics, déclara que les unitaires voulaient sincèrement l'Unité syndicale. Il se prononça pour l'indépendance du mouvement syndical envers tous les partis politiques et les gouvernements. L'Unité syndicale doit se réaliser sans vainqueurs ni vaincus. Les unitaires respecteront les décisions prises par la majorité. La salle était glaciale ; aucun applaudissement ne se fit entendre.

Après le départ de la délégation unitaire, le délégué du Gaz de la Banlieue de Paris développa le point de vue de son syndicat, que voici : Moscou a accompli un nouveau tournant dans sa politique extérieure ; l'U.R.S.S., sur le point d'être attaquée par le Japon, cherche une aide en Occident pour la défendre contre une attaque de l'Allemagne ; c'est pour cela que le gouvernement russe a réalisé un accord avec la France, et est sur le point de signer un traité d'alliance. Si la IIIe Internationale exige maintenant du parti communiste français un rapprochement avec les socialistes, ainsi que la réalisation de l'unité syndicale, c'est qu'elle ne peut plus continuer sa politique de division ouvrière dans le même temps où elle travaille en accord avec les gouvernants capitalistes ; c'est pour ces raisons qu'il faut croire à la réalité du désir d'unité de la C.G.T.U.

Par contre, le bureau de la C.G.T. fait tous ses efforts pour éviter la réalisation de l'Unité. Le délégué du Gaz de Banlieue en donne pour preuves la campagne menée par Belin dans *Le Peuple*, ainsi que le refus de la Commission Administrative de la C.G.T. d'entrer en pourparlers avec une délégation unitaire. Des militants confédérés, ajoute-t-il, ont peur de l'opposition communiste dans les syndicats, mais au Gaz de Banlieue, il n'y eut jamais de scission, et cependant le syndicat comprend des communistes ; « nous ne les craignons pas, ils défendent leur point de vue dans les assemblées syndicales par la parole et par l'écrit, ils ont toute liberté, car chez nous la démocratie syndicale n'est pas un vain mot. Une opposition, d'ailleurs, est fort utile dans un syndicat ; la direction syndicale se sentant surveillée est plus active, plus énergique ; l'ensemble des syndiqués en bénéficie. La démagogie communiste n'a aucun succès là où il y a une Commission exécutive active. »

En développant le point de vue du bureau sur la réalisation de l'Unité fédérale et confédérale, Biot déclare être en accord avec la résolution déposée par le Syndicat du Gaz de Banlieue, il acceptait donc les pourparlers entre les deux directions confédérales, mais Barthes, des Employés du Gaz de Paris, posa comme condition que l'ouverture des pourparlers entre les deux centrales, devrait être subordonnée à l'arrêt par la C.G.T.U. de la propagande en faveur des syndicats uniques. Les délégués du Gaz de Banlieue et ceux de l'Air Comprimé, combattirent cette condition qui fait le jeu des adversaires de l'Unité.

Tout le pouvoir au Syndicat

Au sujet de la crise économique, la résolution votée par le congrès marque sa satisfaction de l'adhésion de l'U.R.S.S. et des Etats-Unis au B.I.T.

Prenant la parole sur cette question, le délégué du Gaz de Banlieue condamna l'adhésion de l'U.R.S.S. à la S.D.N. et au B.I.T., par laquelle la Révolution russe fait un pas de plus vers le capitalisme.

Contre la crise, il faut obtenir une réduction des heures de travail, la suppression du cumul et une politique de grands travaux, mais surtout il faut affirmer que la classe ouvrière, en accord avec les techniciens, est capable d'organiser la production et la répartition des marchandises. « Nous devons lancer le mot d'ordre : *Tout le pouvoir au Syndicat*, lutter, conformément aux statuts de la C.G.T., pour la suppression du patronat et du salariat. La C.G.T. doit constituer un Conseil National Economique *dans son sein*, qui aurait pour tâche de travailler à définir comment une société syndicaliste s'organiserait.

Le mot d'ordre de *Tout le pouvoir au Syndicat* reçut l'approbation d'un grand nombre de délégués qui considèrent que le régime parlementaire est fini. Tous les camarades sont fort désireux de connaître les grandes lignes de l'organisation d'une société syndicaliste.

Jouhaux assista au congrès et prononça un discours. La Commission des résolutions siégeant à ce moment, je ne l'entendis point ; en le lisant, il m'est apparu un discours passe-partout.

C. DELSOL.

LA QUESTION DU "PEUPLE"

L'opinion du Syndicat des Cheminots Confédérés de Nanterre

Le Conseil Syndical du Syndicat des Cheminots Confédérés de Nanterre, réuni le 4 septembre, appelé à se prononcer sur le réabonnement au journal *Le Peuple* ;

Regrette que les critiques formulées ainsi que les améliorations rédactionnelles préconisées au cours de nos divers congrès corporatifs, n'aient pas semblé retenir l'attention de l'administration du journal *Le Peuple* ;

Proteste contre la trop grande place donnée dans les

mois précédents aux affaires Stavisky et Prince au détriment de l'information syndicale et sociale ;

Proteste contre, ou le silence total, ou la publication tardive et dans un texte insuffisant, de toutes les manifestations d'unité tant politiques qu'antifascistes entre deux partis à base prolétarienne, dont les effets peuvent avoir une répercussion heureuse pour la réalisation de l'unité syndicale ;

Reproche au journal *Le Peuple* de s'opposer par l'esprit de sa rédaction à la création de l'ambiance favorable au rapprochement des diverses fractions syndicales.

Toutefois, le Conseil Syndical décide, à seule fin d'être au courant de l'ensemble de l'activité de la Confédération Générale du Travail, de renouveler son abonnement au *Peuple* pour six mois.

La marche des cheminots vers l'unité

Pas d'unité seulement corporative !

L'idée d'unité est partie spontanément de la base, à la suite des événements du 6 février et de leur conséquence directe : la diminution de nos salaires. Ce réflexe en face du danger s'est exprimé si vigoureusement, tant dans les organisations unitaires que confédérées, que nos syndicats de cheminots se sont trouvés brusquement désorientés. Nos organismes dirigeants ont bien essayé, dès le début, d'enrayer le mouvement, en opposant la force d'inertie à l'agitation de la base. Ils comptaient beaucoup sur cette résistance passive qui décourage si facilement les plus audacieux.

Fort heureusement pour l'unité syndicale, l'idée était tellement vivante que ce premier obstacle fut brisé. Par contre, le résultat de ce manque de coordination fut la naissance d'une foule de comités (comités d'unité, comités d'entente, comités d'action, syndicats uniques, etc.), certes, tous remplis d'excellentes intentions, mais offrant un milieu extrêmement favorable pour les manœuvres des combinards.

Notre Union P.-L.-M., sérieusement touchée par le mouvement, a exprimé sa position par la motion dite de Nice, votée en son dernier congrès. Cette motion eût été parfaite si elle eût prévu ce qui devait inévitablement se produire, le cas « où la fusion ne se réaliserait pas immédiatement et où il deviendrait indispensable d'envisager une action vigoureuse pour gagner la majorité des syndiqués ». Il semble bien que cette lacune a permis à certaines personnalités de notre Union de se rallier d'enthousiasme à la motion de Nice.

Mais malgré les avertissements répétés, les rappels aux décisions de congrès, les cheminots du P.-L.-M. ont continué à se remuer. Ils ont considéré à juste titre qu'il ne suffisait pas de voter un texte, mais qu'il convenait de rechercher et d'appliquer les moyens propres à le faire devenir une réalité.

Si cela a valu, aux pauvres présomptueux qui osaient s'attaquer aux brillantes lumières de notre Union, d'essuyer les sarcasmes de leur secrétaire administratif, l'effervescence n'a pas été inutile puisque notre bureau s'est rencontré dernièrement avec celui de la section fédérale unitaire. Au cours de cette entrevue, très cordiale d'ailleurs, le fonctionnement administratif de chaque organisation fut soigneusement étudié. Il n'y a rien, paraît-il, qui puisse faire obstacle à la fusion. Nous en sommes fort heureux. Mais l'on réserva la réponse décisive concernant les possibilités de fusion et la méthode à employer pour hâter sa réalisation.

Depuis cette entrevue, se développe dans nos syndicats, l'idée de la possibilité de la fusion, seulement sur le P.-L.-M. Et l'on envisage même, conséquence logique, la constitution d'une Union unique autonome. Cette conception semblerait inspirée par nos responsables. Je ne la conçois que comme une manœuvre grossière, car tout de même, je ne pense pas qu'un véritable syndicaliste puisse concevoir une pareille solution. Comment, sous prétexte d'union, réaliser une unité purement corporative, n'ayant pour but que la défense exclusive d'intérêts matériels ? A l'époque de la déchéance du capitalisme, au moment où la question de la gestion de la société par les travailleurs organisés se pose, on nous demanderait d'abandonner notre idéal syndicaliste, d'abandonner les organismes confédéraux (Unions locales, Bourses du Travail, Unions départementales) qui sont les cellules mêmes de notre société future ? Allons donc ! Jamais nous ne consentirons à cela !

Je veux bien croire que je me trompe, je le souhaite ardemment, mais nous devons rester vigilants. Continuons notre action pour le rapprochement d'organisation à organisation, pour la fusion loyale et sincère, à tous les échelons de l'organisation syndicale. Et pour nous aider, nous invitons instamment nos camarades unitaires à abandonner cette idée fausse du Syndicat unique. Elle ne peut être qu'un obstacle à la réalisation rapide de l'Unité syndicale.

M. MARCELOT,
membre confédéré du Comité d'Unité de Nevers.

Syndicat National et Fédération de l'Enseignement

RÉPONSE A HAGNAUER

Le lent processus selon lequel l'unité syndicale peu à peu se reconstitue ne peut pas se poursuivre sans entraîner avec lui d'inévitables froissements, même entre partisans également résolus de l'unité. On a vu dans notre dernier numéro les réactions qu'avait produites chez Hagnauer le compte-rendu du congrès de Montpellier par Jacquet. Voici ce qu'y répond ce dernier, réponse qui clôture, espérons-nous, la discussion. — LA RÉDACTION.

L'article d'Hagnauer appelle de nécessaires rectifications. Elles seront aussi cordiales que possible.

Je pense, en premier lieu, que la *R. P.* a bien fait — comme par le passé — de donner une large place au congrès de la Fédération unitaire de l'enseignement car si celle-ci est petite par le nombre, elle est grande par la valeur et le désintéressement de ses adhérents. Ses débats ont toujours eu un profond retentissement au sein de la classe ouvrière. Cela suffit pour que la *R. P.* les porte à la connaissance de son public.

***

Le silence du pouvoir à notre égard ? Il est voulu. A Bordeaux, systématiquement, notre congrès a été passé sous silence ; il en a été de même de notre manifestation dans la rue, ainsi que du meeting qui la suivit et qui fit salle comble. Le gouvernement sait qu'il ne nous désunira pas. Mais il ne nous oublie pas dans ses prières. La rubrique de l'*Ecole Emancipée* consacrée à la lutte contre la répression ne chôme guère. Ce sont les amendes et les mois de prison qui tombent sur les nôtres. Là encore la Fédération est en avance.

***

L'émotion du gouvernement et les tripes des journalistes ? Hagnauer me permettra d'en sourire et même d'en rire à ventre rebindaine. C'est une émotion feinte, avec larmes de crocodile à l'appui. Elle est simulée dans le dessein très net d'impressionner la droite légalitaire et corporativiste du S.N. Celle-ci reste dans la coulisse ; elle n'ose s'affirmer ouvertement, cette droite. A la faveur de mesures de répression, le gouvernement espère la déta-

cher du S.N. et l'orienter vers d'autres groupements du type Sennelier. C'est une manœuvre habile que nous pouvons faire tourner à notre avantage.

J'ai écrit que l'esprit de la Fédération vivifiait le S.N. en l'influençant. Comme si ce n'était pas assez de ce crime, je vais m'en mettre un autre sur la conscience — dût ce brave Hagnauer me pulvériser à nouveau ! Je crois fermement que nous influençons toujours le S.N. et que cette influence est heureuse.

Soyons un peu logiques. Si ce que je dis n'était pas vrai, d'où vient que le S.N. veut l'Unité *avec rage* ? Pourquoi tant tenir à ces 3.000 fédérés de malheur et à leurs organisations squelettiques, si ce n'est que ces fédérés, qui osent faire les renchéris, apporteront quelque chose de neuf au S.N. ? On tient pour excellente l'influence de Cornec, de Thomas, etc., etc... Pourquoi nier la nôtre ?

*
* *

Mon observatoire de philosophe ? Je sais en descendre, mon cher Hagnauer. Je participe à toutes les manifestations du personnel et de la classe ouvrière. Les travailleurs caladois me connaissent et je sers d'utile trait d'union, à Villefranche, entre confédérés et unitaires.

Il reste que j'aime sinon à philosopher du moins à réfléchir avant et après l'action. Est-ce un bien, est-ce un mal ? Je crois que penser son action et vivre sa pensée est plus qu'un bien : une nécessité.

*
* *

Sur les statuts de la Fédération ?

Il y a chez nous une organisation extrêmement libérale. Il n'existe qu'une tendance doctrinale, celle de la M.O.R. Les centristes, les minoritaires constituent plutôt des *courants de pensée* où se font jour des opinions diverses. Ces opinions s'expriment en toute indépendance. Les opinions particulières se manifestent aussi. Mais pour l'ordre et la clarté des débats, je trouve excellent que tel ou tel camarade habitué à la précision du langage ou de l'écrit soit le porte-parole d'une importante fraction de l'assemblée.

J'ajoute que le congrès n'est qu'un aboutissant. La Fédération discute au moins trois fois son ordre du jour. Une première fois dans des organes de tendances et dans l'*Ecole Emancipée*, une seconde fois dans des réunions particulières précédant le congrès et enfin en séance plénière où nous agissons sur un terrain bien débroussaillé. C'est ainsi que nous voyons aisément tout notre programme.

*
* *

J'admire Hagnauer faisant l'exégèse de mon texte. Il y voit ce que je n'y ai pas mis, mais n'y trouve pas ce qui y est.

Jamais je n'ai écrit un mot qui, de près ou de loin, blamât Cornec, Thomas, etc., etc... J'ai écrit au contraire que les unitaires passés au S.N. lui avaient fourni de fameux « pieds de cuve », autrement dit des accélérateurs de fermentation.

En ce qui concerne ceux qui font leur carrière au S.N. afin d'accélérer leur avancement administratif, Hagnauer m'accorde qu'il y en a eu et qu'il y en a encore. Cela me suffit. Mais il me permettra de lui dire que cette accélération à pleins gaz est parfois de nature à nous inspirer quelque défiance. Dans le Rhône *presque tous* les secrétaires du S.N. ont fini dans les grandeurs administratives. Avec des rubans à la boutonnière. Et des postes de choix, bien rembourrés. L'un d'eux, en 1933, a pris l'initiative du vin d'honneur et de l'objet d'art offerts au citoyen Matte ; l'autre en 1934 a fait *le jaune* le 12 février. De tels événements ne sont pas, si l'on veut, décourageants. Mais jusqu'à un certain point, on comprend ceux qui veulent s'engager dans la compagnie de Bernard, capitaine des mousquetaires de la scission.

Hagnauer, lui, n'est pas comme Bernard. Il veut l'Unité avec rage. « Encore un accès de fièvre quarte », dirait ce sacré Bernard qui est médecin à ses heures. Eh bien ! pas nous. Il n'y a ni rage, ni fièvre quarte dans notre cas. Nous sommes unitaires. Simplement. Sincèrement. Nous ne posons pas de *conditions ;* nous exigeons des *garanties* et nous prendrons nos *sûretés*. Nous ne savons pas ce que nous réserve demain. Hugo a dit ça en des vers très bien, romantiques et immortels.

Ne mêlons pas le passé à l'avenir. J'ai parlé, s'il m'en souvient bien, de perspectives d'avenir. Bientôt, c'est une Fédération qui, *en bloc*, Bernard compris, va se joindre au S.N. Elle sera jugée à ses actes. Je dis que le jugement sera bon, parce que la Fédération montrera qu'elle est venue à l'Unité avec un total désintéressement et une entière simplicité.

Je ne rougis donc pas d'avoir écrit que nos militants les plus représentatifs, les plus instruits, les plus profonds resteront dans le rang et qu'ils seront l'avant-garde modeste et utile de nos groupes.

Allons-nous, là-dessus, avoir nos André Thérive ou nos Abel Hermant du langage syndicaliste? Je n'y puis rien ; encore que les fortes personnalités abondent à la Fédération, il en est qui *la représentent* mieux que d'autres. Nous en sommes fiers. C'est également le niveau des vies ; certains de nos militants sont *plus* instruits et *plus* profonds que d'autres. Cela ne signifie pas que les autres fédérés, — car je n'ai parlé que d'eux, — manquent de savoir ou de profondeur. Mais ce qui est beau, c'est justement la modestie des meilleurs unitaires. Les capitaines acceptant de servir comme simples trouffions, voilà qui est plutôt rare.

En écrivant à leur sujet, je pensais à mon cher et regretté Tortillet, ce syndicaliste si modeste et si savant, qui ne voulut jamais accepter de poste de responsable, à moins qu'il n'y eût du danger à l'occuper. C'est là un bon et bel exemple. Dans un vaste groupement, comme le S. N. qui est appelé, tôt ou tard, à prendre la suite de l'Etat universitaire, il y a toujours à craindre la création d'un *Etat-postiche* avec son appareil gouvernemental et son cortège de dirigeants. Mais quand il y aura du danger, Hagnauer peut être certain que nous accepterons des postes de responsables.

*
* *

La lutte antifasciste dans le Rhône ?

Ne nous frappons pas. Nous voici revenus aux grands jours de l'affaire Dreyfus qui furent des jours de grande confusion. Au terme de cette mêlée, on s'aperçut que le front commun n'était plus un front commun et que le meilleur dreyfusisme, c'était le syndicalisme révolutionnaire avec, pour l'avenir, la charte d'Amiens.

Nous verrons se produire de semblables révisions d'alliances. Et l'on se rendra compte que le meilleur antifascisme c'est le syndicalisme révolutionnaire et une nouvelle charte d'Amiens, avec un petit coup d'accélérateur pour faire plaisir à Sarret et à notre chère Renée Papaud qui veut que le syndicalisme soit lutte de classes.

En attendant, je me réserve ; on verra ce que donnera l'action spécifiquement antifasciste. Dans le Rhône et ailleurs.

*
* *

Un mot pour finir. Le S.N. est en pleine bataille. Son combat sera notre combat. Les unitaires en savent l'importance. Ils feront tout pour lui donner son plein sens révolutionnaire. Puisse l'excellent Hagnauer trouver la même volonté de lutte auprès des adhérents du Syndicat national.

A.-V. J.

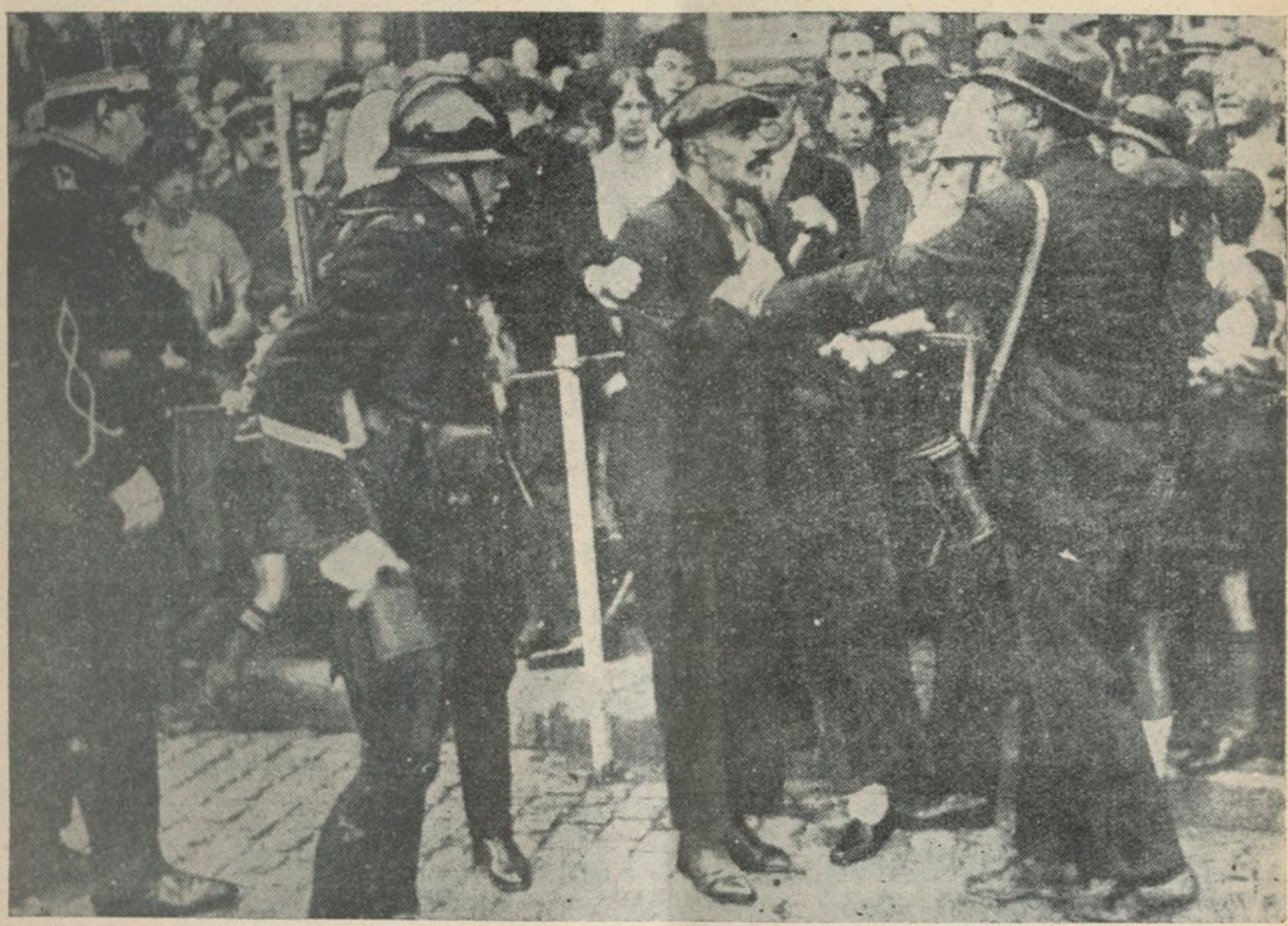
Tout le pouvoir au Syndicat

Le Congrès affirme que seul le syndicat mettra fin à l'exploitation de l'homme par l'homme parce que seul il peut exercer lui-même sur le terrain de la production les fonctions jusqu'ici dévolues au patron et à ses acolytes.

(Congrès des Services Publics confédérés. — Nice, septembre 34)

FAITS ET DOCUMENTS

L'arrestation de Lazarevitch, à Bruxelles, lors des récentes manifestations contre les exercices de défense aérienne



Rappelons que Lazarevitch est l'un de ces « contre-révolutionnaires » qui, après avoir fait toute la révolution russe aux postes les plus dangereux, fut, dès les débuts de la réaction stalinienne, arrêté et emprisonné sans jugement par le Guépéou, puis, sur les protestations de militants français, relâché, mais, en même temps, expulsé de Russie.

Des milliers de « contre-révolutionnaires » de son espèce sont encore dans les geôles du Guépéou.

Le programme d'Upton Sinclair, candidat démocrate

On sait qu'Upton Sinclair, l'auteur de « la Jungle », de «Jimmie Higgins», et de cent autres romans sociaux, qui appartenait depuis de très longues années au parti socialiste, a décidé de profiter du chambardement opéré dans le parti démocrate par l'expérience Roosevelt, pour tenter de se faire élire gouverneur de l'état de Californie (dans lequel il habite), en utilisant à cette fin la « machine » du parti démocrate. Il vient de remporter son premier succès en se faisant élire candidat officiel du parti démocrate à ce poste, — ce qui produisit un certain émoi dans le monde des affaires américain.

Le programme sur lequel Sinclair fait campagne et qu'il appelle « Epic », mot formé des initiales d'une phrase qui, en anglais, veut dire : « faire cesser la pauvreté en Californie », a été condensé dans les 12 articles suivants, dont nous empruntons le texte au dernier numéro du journal de Sinclair lui-même : *Epic News*, paru avant sa désignation comme candidat :

1. — Faire voter une loi instituant des « colonies agricoles d'Etat », grâce auxquelles les chômeurs subviendraient eux-mêmes à leurs propres besoins, cessant ainsi d'être à la charge des contribuables. Un Office d'Etat (l'Office de la Terre) prendrait les terres incultes ainsi que celles vendues par autorité de justice; il y installerait des dortoirs, des cuisines, des salles pour se réunir, et il cultiverait ces terres au moyen de machines modernes, sous la direction de personnes compétentes.

2. — Un autre Office d'Etat (l'Office de la Production) sera autorisé à acheter des usines où les chômeurs pourront fabriquer les produits essentiels dont ils auront besoin pour eux-mêmes et pour les colonies agricoles, ainsi que pour faire marcher ces usines elles-mêmes, loger, nourrir

et entretenir leurs ouvriers. Ces deux offices établiront un système d'échanges entre leurs produits respectifs. Les usines seront notamment des blanchisseries, des boulangeries, des fabriques de vêtements et de chaussures, des usines à ciment, des briqueteries, des scieries, de telle manière qu'elles formeront un système industriel complet, un véritable monde nouveau se suffisant à lui-même, pour ceux que notre système social présent ne peut plus employer.

3. — Un troisième Office d'Etat (l'Office de la monnaie) assurera le financement des deux précédents offices. Il émettra des bons qui seront employés au paiement des travailleurs, et qui serviront aux échanges de marchandises à l'intérieur du système. Il émettra aussi des bons pour payer les achats de terres et d'usines, la construction des bâtiments et l'achat des machines.

4. — Une loi nouvelle supprimera la taxe sur le chiffre d'affaires et la remplacera par un impôt sur les ventes de titres.

5. — Une loi établira un impôt sur les revenus au-dessus de 5.000 dollars dont le taux augmentera rapidement jusqu'à atteindre 30 % pour les revenus de 50.000 dollars.

6. — Une augmentation de l'impôt sur l'héritage, fortement progressif. L'impôt serait de 50 % de ce qui dépasserait 50.000 dollars dans la somme héritée par une même personne, et de 50 % de ce qui dépasserait 250.000 dollars dans l'héritage laissé par une même personne.

7. — Une loi augmentant les impôts sur les sociétés de services publics, selon la valeur de leur concession.

8. — Un amendement à la Constitution établissant que les villes et les départements devront exempter d'impôts toutes les maisons habitées par leurs propriétaires et les fermes cutlivées par leurs propriétaires, dont la valeur imposée est inférieure à 3.000 dollars. Sur les propriétés d'une valeur de plus de 5.000 dollars, il y aura une augmentation d'impôt de un demi pour cent pour chaque 5.000 dollars de plus.

9. — Un amendement à la Constitution établissant un impôt foncier d'Etat sur les terrains à construire non utilisés et sur les terres non cultivées. Les premiers 1.000 dollars de la valeur de ces terrains ou de ces terres seront exempts de cet impôt, qui augmentera ensuite progressivement avec la valeur des terres détenues par une même personne. Des dispositions seront prises pour la constitution d'une caisse de prêts pour ceux qui désirent construire leur maison.

10. — Une loi instituant une pension de 50 dollars par mois à toute personne dans le besoin de plus de 60 ans, qui aura vécu en Californie depuis trois ans avant la date de promulgation de la loi.

11. — Une loi instituant une pension de 50 dollars par mois à toute personne aveugle ou dont un examen médical établira l'incapacité de gagner sa vie.

12. — Une pension de 50 dollars par mois à toutes les veuves ayant des enfants à leur charge; si elles en ont plus de deux, la pension sera augmentée de 25 dollars par mois et par enfant. Tout ceci à condition de résider en Californie depuis trois ans.

On voit que ce programme comporte trois sortes de mesures : des mesures fiscales comportant l'établissement d'impôts progressifs sur la fortune (articles 4 à 9), des mesures d'assistance (articles 10 à 12), et enfin des mesures relatives aux chômeurs (articles 1 à 3). Tandis que les premières et les secondes ne sortent pas du cadre habituel des programmes « démocratiques » de tous pays, il n'en est pas de même des troisièmes qui tendent à instituer au sein même de la société capitaliste, une société de « chômeurs » fonctionnant sur de tous autres principes que celle-ci.

Ce qui fait l'intérêt de ces dernières, c'est qu'elles ne sont, en somme, que la généralisation d'expériences tentées spontanément ces derniers temps par les chômeurs américains, notamment sur la côte du Pacifique, où des associations de chômeurs se mirent à travailler sur des terres et dans des usines abandonnées ou mises à leur disposition, et échangèrent entre elles leurs produits.

Pour posséder l'esprit de combat

Nous extrayons d'un article de Bivona, dans la *Voix des cheminots de Tunisie*, organe du syndicat confédéré, les justes observations suivantes :

Ce qu'il faut en plus de l'unité qu'il y a lieu de réaliser au plus tôt, c'est posséder l'esprit de combat.

Et pour le posséder et naturellement pour pouvoir l'utiliser, il faut que le syndicalisme soit totalement indépendant de tout parti politique, dans la lettre, et beaucoup plus encore dans l'esprit de la charte d'Amiens; il faut pour tout ce qui concerne nos revendications, ne pas avoir recours avec une régularité d'horloge et un empressement maladif, aux parlementaires qui, ces temps derniers, ont donné toute la preuve de leur lâcheté, individuelle et collective.

Il faut que les syndiqués ne comptent que sur eux et qu'ils veuillent bien comprendre que le mouvement ouvrier, par ses aspirations économiques, sociales et politiques d'un part et d'autre part l'opposition gouvernementale et patronale qu'il rencontre, est un mouvement fondamentalement révolutionnaire.

Il faut surtout avoir confiance dans le syndicalisme qui représente une force redoutable et qui, par ses origines et sa composition, peut et doit, par la suppression du patronat et du salariat, libérer la classe ouvrière de l'oppression capitaliste et bâtir un monde meilleur.

ENTRE NOUS

Ce que l'on dit de la R. P.

Un ouvrier du Textile des Vosges : « Pour la vente au numéro, je ne crois pas qu'on puisse faire quelque chose ; le pays étant réactionnaire, le libraire ne tient pas beaucoup à vendre des journaux ou revues d'extrême-gauche. Il y a un gros obstacle pour la vente autour de soi de quelques exemplaires : c'est le prix assez élevé de la revue ; beaucoup de camarades ne comprennent pas encore que les journaux ouvriers ne vivent que de leur vente, et, actuellement, avec la crise qui sévit de plus en plus, le porte-monnaie est trop souvent vide. »

De notre ami Rautureau, des Cheminots de Versailles : « Sur les adresses que je t'avais données, je pensais faire des affaires. Hélas ! je suis déçu. J'ai le regret de te dire qu'il n'y a rien à faire pour le moment. Peut-être y-a-t-il de la négligence, mais surtout le pécule qui manque, c'est l'argument-massue ! »

Recettes de la quinzaine

Du 1er au 16 septembre, nous avons reçu :

Souscription : Viesier (Somme) 10 ; Farsy (Pas-de-Calais) 15 ; Chavagneux (Paris) 2 ; Durand (Algérie) 30 ; Auvigne (Seine-et-Oise) 5 ; Virolleau (Gironde) 2 ; Abbas (Algérie) 10 ; Meyssonnier (Côtes-du-Nord) 20 ; Alexandre (Seine-et-Oise) 10 ; Mlle Bansard (Calvados) 10 ; Castellaz (Paris) 5 ; Daoulas (Finistère) 10 ; Gourlay (Finistère) 5 ; Fontaine (Rhône) 10 ; Giry (Loire) 25 ; Aubrun (Charente) 3 ; Th. Lippe (Belgique) 25 ; A. Pelletier (Paris) 10 ; Martin (Drôme) 30. — Total : 237 francs.

Merci à tous !

Le gérant : M. CHAMBELLAND.

COOPÉRATIVE OUVRIÈRE D'IMPRIMERIE ÆGITNA, 27, RUE DE CHATEAUDUN, 27 CANNES. — TÉLÉPHONE : 35-59. —

COLLECTIONS DE LA **RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE**

Combattez l'impérialisme !

Détruisez les préjugés patriotiques !

Faites connaître la vérité !

en répandant la brochure :

DEUX ANS D'INDO-CHINE

Un fleuve de sang

les **10** exemplaires ..... franco **9** francs
les **50** exemplaires ..... franco **40** francs
les **100** exemplaires ..... franco **60** francs

« Cette brochure est parfaite ».

Andrée VIOLLIS.

En souscription :

Marcel MARTINET

Chants du Passager

POÈMES

▼

Exemplaire sur vélin, 15 fr. — sur lafuma, 25 fr. — sur chine, 75 fr.

Adresser les souscriptions à *la Révolution Prolétarienne*, 54, rue du Château d'Eau, Paris, compte chèques postaux, 734-99, Paris, — qui les transmettra aux éditions R. A. Corréa.

LE PAYS DE VIVARAIS

par Elie REYNIER

Professeur à l'Ecole Normale de Privas
Diplômé d'Etudes Supérieures d'Histoire et de Géographie
Lauréat de la Société de Géographie et de la Société de Géographie Commerciale de Paris

Un vol. in-8° de 272 pages, illustré d'un ALBUM hors-texte de XXVIII planches (62 photos), de 2 bois gravés de Cl. Madier, de 53 coupes, graphiques, cartes, schémas, de 3 cartes h.-t. (carte générale au 1/250.000, carte géologique au 1/500.000, carte du Coiron).

Une première édition avait paru en 1914 (74 p.), tirage à part extr. de l'*Histoire du Vivarais*, t. I, par M. Jean RÉGNÉ, archiviste départemental de l'Ardèche.

Une 2e édition, en 1923 (172 p., sur papier couché; 41 photos dans le texte, 21 cartes, coupes, graphiques).

L'ouvrage actuel est *entièrement renouvelé*, et plus que doublé. L'auteur a largement mis à profit les études publiées depuis 12 ans par MM. BLANCHARD, BAULIG, FAUCHER, PARDÉ, ARBOS, BÉNÉVENT, THOMAS, BACCONNIER, sur le Sud-Est, le Massif Central, le Rhône, les Alpes, Annonay, le Coiron. Ainsi relief, climat, cours d'eau, ont été particulièrement développés. Les autres chapitres sont remaniés, mis au point, et accrus.

Les croquis, cartes, coupes, sont presque tous inédits. L'*Album* de photos met sous les yeux tous les aspects typiques du Vivarais. La carte hors-texte du Coiron est celle de L. BACCONNIER. Le croquis géologique a été refait. La carte au 1/250.000 est nouvelle, et comble une lacune souvent regrettée.

L'auteur s'est efforcé de ne rien omettre pour faire de ce livre un tableau exact, méthodique et vivant du pittoresque et si varié pays d'Ardèche.

Prix de souscription : 25 francs (franco 26 fr. 50). *Le prix de vente sera porté à* 30 francs (franco 31 fr. 50). Souscrire chez l'auteur, à Privas. Compte chèques postaux : Lyon, 5284.